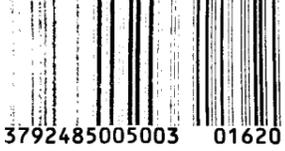


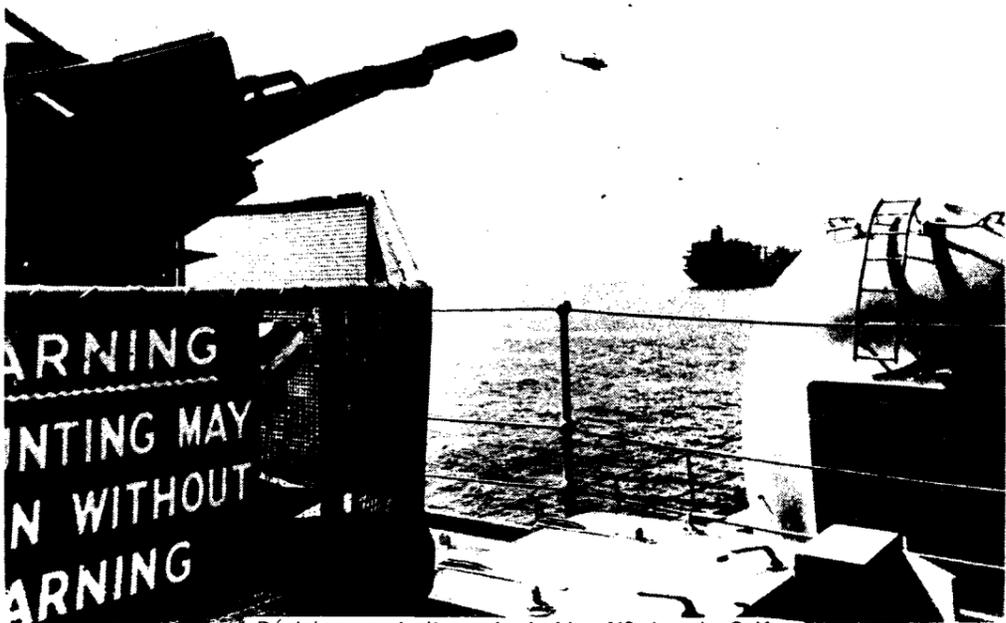
REVOLUTION INTERNATIONALE

M 2485 - 162 - 5,00 F



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Le capitalisme en crise mène à la barbarie



Déploiement de l'armada du bloc US dans le Golfe : une offensive jamais vue depuis la guerre du Vietnam.

Golfe Persique : L'ESCALADE GUERRIERE

■ La classe ouvrière des pays occidentaux, la classe ouvrière la plus concentrée et expérimentée du monde, est directement concernée par l'escalade guerrière qui se déchaîne aujourd'hui. Concernée, parce que l'effort de guerre implique nécessairement des sacrifices supplémentaires pour les ouvriers. Ce sont eux qui font en premier lieu les frais de l'orientation de la production vers la guerre, qui pèsent déjà si lourd sur l'économie en crise. Concernée, parce que la bourgeoisie ne se contente déjà plus d'envoyer les seules armées de métier sur les fronts de guerre. Concernée, parce qu'elle porte une responsabilité historique quant à l'avenir de la société, mais aussi vis-à-vis des ouvriers des pays de la périphérie qui subissent l'horreur sans fin de la guerre, où les massacres s'ajoutent à la famine : seule, la classe ouvrière des pays développés peut avoir la force de s'opposer à la barbarie, en imposant une autre perspective à la société.

L'ENGRENAGE DE LA GUERRE

Les dernières "représailles" américaines, qui ont détruit deux plates-formes "pétrolières" (stratégiques) de l'Iran le 19 octobre, ne seront pas, loin s'en faut, le dernier coup de semonce rétablissant, comme on voudrait nous le faire croire, la "sécurité dans le Golfe";

les affrontements qui se multiplient dans cette région du monde font partie d'un plan d'ensemble, d'une politique concertée au niveau du bloc occidental, dont l'enjeu déterminant se situe bien au-delà de l'Iran : ce qui est en question, comme nous l'avons déjà développé dans les numéros précédents (les numéros 160 et 161), c'est l'encerclement, l'asphyxie, l'affaiblissement du bloc impérialiste adverse, le bloc de l'URSS; l'horreur de la guerre qui dévaste depuis sept ans l'Irak et l'Iran ne peut être expliquée que dans le cadre de l'antagonisme irréductible entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest, entre l'URSS et les USA. C'est sous la poussée de cet antagonisme que l'avancée du bloc occidental est de plus en plus forte, de plus en plus meurtrière dans tout le Moyen-Orient, visant à soustraire à l'URSS toute possibilité d'influence directe dans cette région stratégique fondamentale. C'est pour cela qu'il est vain d'attendre un quelconque apaisement des conflits : la crise pousse les deux blocs à l'affrontement.

La dernière intervention de la flotte américaine (après la destruction de nuit navettes rapides iraniennes le 8 octobre) n'est, au dire même des états-majors qu'un avertissement, une "riposte mesurée". Le secrétaire d'Etat à la défense, Weinberger, fut sur ce point assez clair : en cas de nouvelles agressions, "les contre- (SUITE P.5)

Krach boursier, récession...

LE PIRE EST DEVANT NOUS

■ Quelques jours après le "lundi noir" 19 octobre qui a vu des chutes records des valeurs boursières, les gros titres affolés des médias se sont effacés derrière les déclarations rassurantes s'évertuant à prouver qu'au-delà de quelques "déséquilibres", l'économie serait fondamentalement en bonne santé. La chute de Wall Street ne constituerait en fin de compte, d'après ces déclarations lénifiantes de chefs d'Etat et d'économistes de renom, qu'une "purge salutaire" et une incitation à ce que les principaux états industrialisés s'entendent pour mener ensemble l'économie mondiale vers un avenir rose et prospère.

Cette rengaine, le monde l'a déjà entendue quelques semaines après le "jeudi noir" de 1929, à travers les paroles du président Hoover qui déclarait "la prospérité est au coin de la rue". Ce qui attendait alors les prolétaires du monde entier, c'était la misère atroce engendrée par la plus profonde dépression économique de l'histoire du capitalisme, avec au bout du compte, l'embrigadement et le massacre généralisé de la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, comme en 1929, la bourgeoisie nous ment sur la gravité présente de la situation économique, avec le même cynisme qu'elle essaie de nous masquer la gravité de la situation de guerre au Moyen-Orient, avec les conséquences de l'engagement militaire direct du bloc occidental dans le golfe Persique.

Le krach boursier révèle ouvertement au niveau des rouages économiques les effets d'une accélération de la crise qui, depuis des années, se traduit par une dégradation sans cesse croissante des conditions d'existence de la classe ouvrière dans tous les pays : licenciements en masse, attaques sur les salaires et les conditions de travail, baisse ou suppression des prestations sociales, hausse de tous les prix, impôts et cotisations.

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas une simple dérégulation du fonctionnement de certains mécanismes (SUITE P.5)

SOMMAIRE

FRANCE

.L'Etat-patron accélère ses attaques.....	p. 2
.Grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais.....	p. 2
.Raifle anti-terroriste.....	p. 2
.Il faut riposter tous unis !.....	p. 3
.Le sale boulot du syndicalisme de base.....	p. 3
.Comités de lutte.....	p. 8
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE.....	p. 6
(RFA, grèves en URSS, Israël, Liban)	
.Le capitalisme décadent mène à la guerre mondiale...p.	4
.Désarmement.....	p. 5
OCTOBRE 1917.....	p. 7

PRIVATISATIONS, FONCTION PUBLIQUE, SECURITE SOCIALE, CHOMAGE

L'ETAT PATRON ACCELERE SES ATTAQUES MASSIVES

■ La crise boursière du 19 octobre, qui a ébranlé immédiatement tous les grands centres mondiaux de la spéculation financière, a révélé la profonde période de récession dans laquelle nous sommes entrés et dans laquelle le capitalisme va s'enfoncer inexorablement (voir p.5). Cette accélération dans la récession économique va inévitablement frapper très violemment tous les pays d'Europe, et en particulier la France dont le capital escomptait s'assainir grâce aux économies budgétaires réalisées par la multiplication et le renforcement des attaques contre la classe ouvrière. Les porte-parole du capital français multiplient les déclarations apaisantes sur la bonne santé de l'économie, comme Michel Noir, ministre du Commerce extérieur, déclarant le 19 octobre même : "Je suis en contradiction avec les experts qui prévoient un déficit de 30 milliards de francs pour l'année prochaine. Nous serons beaucoup plus près de zéro" (!), alors que le commerce extérieur affichait déjà pour les 9 premiers mois de l'année 87 un déficit de 26,2 milliards de francs, c'est-à-dire plus de 4 fois celui de l'an passé pour la même période (6,1 milliards de francs). Ce que nous montre la crise boursière tout d'abord à l'évidence, c'est que les économies sociales prévues tant pour résorber le déficit du commerce extérieur que pour résorber celui du budget de l'Etat ne seront pas suffisantes pour la période à venir, parce que les fonds sur lesquels le gouvernement comptait asseoir son budget 88, grâce aux actions des privatisations, vont manquer cruellement. La méfiance s'est installée, et Balladur peut déclarer : "Je dis à l'ensemble des français qui ont souscrit : ne vous laissez pas impressionner par de difficultés qui ne peuvent être que passagères", et "Il n'y aura pas de pause dans les privatisations", il est clair que l'argent va manquer. Pourtant les besoins vont se multiplier à la puissance x, avec l'engagement militaire de plus en plus important de l'Etat français au Tchad, aux côtés de son grand frère US dans le golfe Persique. Il faut savoir que le budget militaire était de 178 milliards de francs pour cette année, c'est-à-dire près de 6 fois le déficit prétendu de la Sécurité sociale de 30 milliards de francs. Ce gouffre sans fond que représente l'armement, sa gestion et enfin son utilisation, va de toute évidence être payé là aussi par la classe ouvrière. Et si les besoins du budget militaire étaient énormes en 87, l'accélération des tensions interimpérialistes, qui contraignent l'Etat français à toujours plus payer sa quote-part en matériel et en vies humaines, augmentera encore ces besoins.

LA FONCTION PUBLIQUE EN PREMIERE LIGNE

Il est clair que les économies draconiennes prévues sur le salaire social et sur la fonction publique vont s'accroître en fonction des besoins de l'Etat. Les suppressions de postes parallèlement à l'embauche systématique de tucistes dans la plupart des administrations, les licenciements secs sous les prétextes les plus divers — ainsi les menaces de plus en plus fréquentes de licenciements pour arrêt de maladie "abusif" —, l'aggravation des conditions de travail due au manque d'effectifs, les baisses de salaire — comme la suppression de la prime annuelle, déjà bien maigre, dans certains hôpitaux de province — tout cela va s'accroître, se renforcer. Les ouvriers de la fonction publique sont en première ligne, et c'est l'Etat patron qui mène la danse macabre, soutenu dans sa sinistre chorégraphie par ses étoiles syndi-

Rafle anti-terroriste

UN PRETEXTE POUR RENFORCER LA REPRESSION CONTRE LES OUVRIERS

Tôt le matin, les hordes policières ont frappé aux portes arborant leurs sinistres cagoules et pistolets-mitrailleurs au poing. Elles sont entrées brutalement dans les appartements pour embarquer hommes, femmes et enfants ; des réfugiés basques. Ce samedi 3 octobre ces centaines de flics du RAID et du GIGN ont commis ainsi sans fard juridique des arrestations massives synchronisées avec leurs comparses d'outre-Pyrénées, au nom de la répression contre "le terrorisme de l'ETA". Officiellement 2 000 policiers ont été mobilisés pour se livrer en France à une rafle d'une ampleur jamais vue depuis la guerre d'Algérie. "Descentes" à Bayonne, mais aussi à Bordeaux, à Toulouse, à Angoulême, Carcassonne, Limoux, Angers et Rennes. Enfants et parents sont internés au camp des CRS de la Butte-aux-Cailles à Anglet. Les enfants sont terrorisés. Des réfugiés sont attachés aux radiateurs. Une expulsion massive "d'urgence" est réalisée sur le champ pour des dizaines de réfugiés qui sont expédiés manu-militari vers l'Algérie et l'Espagne ; ils savent qu'à l'arrivée en Espagne la loi anti-terroriste permet salement de détenir lesdits suspects pendant dix jours au secret (en France 48 heures reconductibles...).

Les flics espagnols étaient eux-mêmes de la partie à Bayonne pour éplucher les fichiers de réfugiés en compagnie de leurs comparses français.

La chasse aux terroristes n'était qu'un prétexte : les personnes expulsées ne faisaient l'objet d'aucune poursuite judiciaire. Au bout du compte ces opérations de basse police n'étaient pas des actions anti-terroristes, contrairement à ce qu'ont prétendu les clameurs des médias, mais tout simplement des opérations "administratives" en vertu de la collaboration étroite des Etats

cales qui nous ressassent à foison la "casse" du service public, la nécessité de lutter contre le démantèlement "des services publics", alors que ce qui est en jeu, ce sont les conditions d'existence même de la classe ouvrière.

En effet, le gouvernement a déjà prévu une augmentation des prélèvements sociaux (vieillesse, maladie, cotisation Sécurité sociale), après celle de cette année, après la quasi-suppression du droit à se soigner, à être malade; et les "sages" proposent quant à eux des mesures "nouvelles" qui n'ont de nouveau que d'accroître les ponctions sur les salaires et l'aggravation de la misère. Pour ne citer que les plus significatives :

- "contribution sur tous les revenus" pour "financer" (!) la Sécurité sociale, contribution "proportionnelle puis progressive";

- "transformation" de la cotisation des prestations familiales, à l'origine à la charge des entreprises, en "contribution sur tous les revenus" là aussi ;

- enfin, pour ne rien enlever au cynisme de ces mesures, fermeture des hôpitaux psychiatriques ! Parce que la population des malades mentaux est difficilement réutilisable dans le cycle de la production, coûte décidément trop cher, et donc aussi tous les soignants travaillant dans ce secteur. On peut là encore juger du mépris de la bourgeoisie envers tout ce qui ne peut plus lui rapporter, et dont elle n'a pas besoin. Et pour ceux qui s'imaginaient que si la gauche avait encore été au pouvoir, "on n'aurait jamais vu ça" : "Georgina Dufoix, ancien ministre socialiste des Affaires sociales, estime quant à elle que si le rapport des sages lui avait été remis, elle l'aurait mis en application immédiatement" ("Libération" du 23/10). Les nécessités du capital font loi, voilà qui est clair.

PRIVATISATIONS : UNE ATTAQUE EN PROFONDEUR

La privatisation des Telecoms et le conflit qui s'est déroulé dans ce secteur en septembre ont bien montré la saucée qui est mitonnée par cette perspective du capital français :

- licenciements à volonté, grâce à la loi sur l'aménagement du temps de travail ;
- précarité de l'emploi ;
- augmentation des cadences ;
- exploitation encore accrue grâce à l'instauration des primes au rendement.

Les privatisations de la RATP, de la SNCF, de l'EDF-GDF, de Renault, etc. : représentaient en elles-mêmes une attaque de fond sur l'ensemble de la classe ouvrière, c'était déjà la porte ouverte à des licenciements massifs; les difficultés que va connaître l'Etat pour vendre ses entreprises ne vont pas enrayer ou freiner le processus, loin de là. Au contraire, la pression sur les ouvriers de ces secteurs va se faire plus lourde, plus géante.

VERS UN CHOMAGE TOUJOURS PLUS MASSIF

Mais ce n'est pas tout, ce sont aussi les entreprises privées qui vont être touchées directement par l'accélération de la crise financière. Parce que le mouvement massif de capitaux se fait systématiquement non pas vers l'investissement dans la production mais directement vers la pure spéculation financière; aussi, nous allons voir faillites et fermetures d'entreprises s'accélé-

bourgeois français et espagnol. Ainsi l'Etat bourgeois signifie qu'il peut tout se permettre, en particulier violer ses propres lois, piétiner les droits qu'il prétend défendre. La "liberté de circulation" ? Foutaise ! Les "libertés de réunion et de manifestation" ? Foutaises ! Le "droit d'asile" ? Foutaise encore ! Avertissement est donné à la classe ouvrière et particulièrement à ses éléments les plus combattifs, les plus avancés. Gare à ceux qui osent engager le combat contre le capitalisme ! Si aujourd'hui déjà les Etats unis terroristes d'Europe et leur espace judiciaire quadrillé de flics se donnent la peine d'une coopération, d'une solidarité sans faille contre des gangs nationalistes bourgeois tel l'ETA, on peut imaginer ce qu'il en sera lorsqu'il s'agira de réprimer la menace autrement plus sérieuse des luttes ouvrières, lorsque ceux qu'on traitera de "terroristes" seront les ouvriers révolutionnaires.

Ainsi, la fonction de ces prétendues opérations "anti-terroristes" est claire : éprouver les dispositifs policiers internationaux, essayer de terroriser les ouvriers combattifs et d'avant-garde, habituer les populations à ce type d'opérations, au quadrillage policier, au viol systématique par les Etats bourgeois de leur propre légalité afin que ceux-ci puissent déchaîner à l'échelle mondiale la répression anti-ouvrière quand ils l'estimeront nécessaire.

Pour le prolétariat la leçon est claire: seule la lutte la plus unie et solidaire au-delà des usines, des corporations, des régions, des pays, permettra de faire reculer, de paralyser la terreur étatique de toutes les bourgeoisies du monde.

Damien

rer, avec leur cohorte de licenciements, d'aggravation de la misère ouvrière, et les chiffres du chômage monter en flèche.

Aussi les efforts du gouvernement pour masquer l'ampleur et la réalité du chômage, grâce aux "formations en alternance", aux TUC, aux PIL, aux "stages de mise à niveau", aux "stages modulaires", aux PLIF, efforts qui permettent déjà de supprimer plus d'un million de chômeurs des listes de chômage, sans compter les plus de 60 ans "oubliés" de l'ANPE, sans compter les centaines de milliers de fins-de-droit non inscrits, sans compter tous ceux qui sont rayés des listes à présent parce qu'ils ne trouvent pas de travail (!). Ces "efforts" vont de moins en moins suffire à tromper les ouvriers et de moins en moins pouvoir masquer la gravité du problème.

Ce sont ces mêmes syndicats qui ont permis, derrière le rideau de fumée qu'ils ont mis en place durant des années, de faire passer la loi sur l'aménagement du temps de travail et les mesures de démantèlement de la Sécurité sociale qui concernent toute la classe ouvrière, l'ensemble du salaire social ; mesures qui n'ont plus de fin, plus de limites, comme nous l'annonce le gouvernement et les conclusions des "supersages" de la bourgeoisie.

Face à la brutalité de l'accélération des attaques que la bourgeoisie va devoir porter contre la classe ouvrière, la nécessité de rentrer en lutte va se faire de plus en plus impérieuse. La gravité, l'ampleur même de ces attaques dans tous les secteurs, toutes les corporations, le chômage massif, l'austérité généralisée partout et pour tous, sont des conditions que les ouvriers doivent mettre à profit pour se lancer au combat le plus massivement et le plus largement possible.

PPR.

GREVE DES MINEURS DU NORD LA VICTOIRE SYNDI C'EST LA DEFAITE



■ La grève des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais qui a démarré le 1er octobre dure toujours; mais totalement isolée, enlisée dans une impasse, elle se dirige tout droit vers une défaite, malgré toute la combativité et la détermination des mineurs concernés.

La claire leçon que les mineurs doivent retirer de cette amère expérience, c'est que cette défaite ils la doivent aux syndicats!

Rappelons les faits. La direction des Houillères a programmé la fermeture des 5 derniers puits de mine de la région d'ici à 1990, entraînant la mise en chômage à terme de 12 060 ouvriers. La fermeture de l'un d'eux (Courrières) doit intervenir d'ici à la fin de l'année, signifiant le licenciement de 1700 mineurs. La moitié d'entre eux sont des ouvriers recrutés au Maroc il y a une douzaine d'années, dont beaucoup ont cru pouvoir au fil des ans faire venir leur famille. Ce sont eux que la direction a convoqués en premier lieu en leur imposant l'ultimatum : ou stages de reconversion bidons ou renvoi au pays pur et simple.

Leur réaction fut immédiate : ils se mirent en grève. Très vite, cette grève s'étendait aux quatre autres puits menacés, quasi totalement dans les rangs des ouvriers marocains mais aussi suivie par une partie des autres mineurs. Dès le lendemain, on a vu arriver les voitures des gendarmes et...celles des syndicalistes de la CGT, les uns pour "protéger" les non-grévistes, les autres pour encadrer les grévistes.

La grève s'est poursuivie avec des piquets, une production très ralentie mais pas par une participation de tous les ouvriers à la grève. Quelques non-grévistes ont pu "descendre au fond" accompagnés par des "agents de sécurité" et la police, non sans quelques frictions avec le piquet de grève.

Cette situation semble se stabiliser, les grévistes maintenant leurs piquets, le charbon sortant très peu; mais les mineurs n'ont aucune perspective, sinon le pourrissement de la grève et la démoralisation des ouvriers.

La CGT porte la responsabilité la plus lourde de cet état de faits; c'est elle qui est parvenue à totalement contrôler, manipuler et isoler la lutte.

LA RESPONSABILITE DE LA CGT DANS LA GREVE DES MINEURS ...

Dans les mines, la CGT a créé deux syndicats différents : un pour les Français, l'autre pour les Marocains. Celui-ci se proclame à l'avant-garde de la lutte,

CONTRE LES MANOEUVRES SYNDICALES DE DIVISION IL FAUT RIPOSTER TOUS UNIS

■ La bourgeoisie française s'inquiète du fait que les conditions pour un nouvel essor de la lutte ouvrière mûrissent plus rapidement aujourd'hui et que l'exaspération grandit, se généralise à nouveau et bien plus en profondeur dans les rangs ouvriers, face à des attaques frontales, massives dont la récession terrible annoncée par le krach boursier ne va qu'accélérer le rythme.

LES CONDITIONS DE LA REPRISE DES LUTTES MURISSENT

Face à cela, la classe ouvrière est mise en demeure de s'engager résolument dans une perspective de développement de ses luttes. De manière tangible, la grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais, la grève du personnel magasinier des pièces détachées chez Renault à Cergy-Pontoise, les débrayages chez Dassault, la lutte engagée à la Thomson face à l'annonce de 2500 licenciements, malgré l'isolement dont ces luttes ne parviennent pas encore à se dégager, les pièges tendus par la bourgeoisie dans lesquels elles restent enfermées, le niveau encore faible d'engagement du combat qu'elles révèlent, constituent, parmi d'autres signes, des éléments indéniables et probants d'une volonté combative ravivée des ouvriers.

L'ennemi ne s'y trompe pas. Alors qu'un secrétaire confédéral de FO décrivait, il y a un mois, dans son organe de presse (le 16/9) "l'erreur serait de croire que l'attentisme actuel (de la classe ouvrière) signifie passivité, résignation et renoncement", aujourd'hui, où les ouvriers tendent à sortir de cet attentisme, à le rompre, où la volonté de se battre est de plus en plus forte, la bourgeoisie est plus que jamais mobilisée pour occuper tout le terrain social à la mesure de la conscience aiguë qu'elle a d'être de moins en moins en mesure de "calmer la situation sociale".

LE PARTAGE DU TRAVAIL DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA LUTTE

Mais il serait très dangereux pour la classe ouvrière de sous-estimer la force, les ressources, les armes puis-

santes dont dispose son ennemi. Elle se trouve confrontée à une bourgeoisie qui déploie désormais des manoeuvres totalement concertées où l'ensemble de ses fractions se partage le travail pour tenter de décourager et de saboter les luttes et les initiatives ouvrières en multipliant les obstacles, les fausses réponses aux besoins qui s'affirment de plus en plus clairement chez les ouvriers de reprendre la lutte et d'unifier ce combat.

La bourgeoisie prend les devants afin de se préparer le mieux possible à enrayer des "surgissements" inévitables et prévisibles dont Krasucki, dans "Le Monde" du 9/10, résume parfaitement le souci : "la règle de conduite de la CGT est d'être pleinement disponible pour prendre les initiatives imposées par l'évolution des événements. Il y a les actions que l'on peut prévoir, et il y a ce que la vie amène et qui ne se programme pas".

C'est tout un travail préventif qui vise en priorité le secteur public, qui est non seulement au centre des attaques de la bourgeoisie à l'heure actuelle mais qui a été aussi le plus directement interpellé par la grève de la SNCF en décembre 1986, des ouvriers de la RATP, de l'EDF, des PTT ayant exprimé de manière significative une volonté "d'entrer en bagarre" aux côtés des cheminots alors qu'ils ont été la cible des menées syndicales pour les faire partir en grève après la défaite des cheminots.

Des campagnes de dévoiement orchestrées dans ce secteur sont animées par le gouvernement, la gauche, les syndicats, les gauchistes. On focalise l'attention sur la privatisation (surtout la CGT) ou le démantèlement du service public (campagne dirigée vers les usagers de la CFDT) en masquant et minimisant l'ampleur même des attaques portées simultanément sur l'emploi (suppression de postes ou licenciements), les salaires et le niveau de vie, les conditions de travail. On met en avant la question du "droit de grève" et le faux terrain de la légalité des conflits dans la fonction publique. En plus, toute la bourgeoisie organise plus directement un travail de sappe de la mobilisation ouvrière dans ce secteur dont un point fort a été autour de la pseudo-mobilisation unitaire du 15 octobre où tous ont participé : le gouvernement, en lâchant un peu de lest (0,4% de hausse de salaire, 25 F en moyenne !) seulement quelques jours auparavant à l'EDF, à la SNCF, à la RATP; les syndicats, en organisant cette journée de telle façon que les ouvriers ne puissent ni discuter entre eux ni prendre conscience de leur regroupement. Tandis que FO retire son mot d'ordre de participation à la manifestation, d'un côté, c'est la CGT, qui, "ralliée" tardivement à la journée, organise à Paris une manifestation séparée, sur un parcours différent, rassemblant 3000 fidèles, où son service d'ordre "musclé" empêche manu militari et avec la plus grande sauvagerie la diffusion de toute presse ou tract "étrangers", non seulement dans la manifestation mais sur les trottoirs, de l'autre; c'est la CFDT, la FFN et les autres qui, non contents de saucissonner le cortège chacun derrière la banderole de "sa" boîte, de "son" syndicat, avec "ses" propres mots d'ordre, se hâtent de le disperser avant la rencontre des deux manifestations qui avaient le même point d'arrivée.

Après cela, comment ne pas relever le cynisme au

Grèves aux Telecoms

LE SALE BOULOT DU SYNDICALISME DE BASE

Le 28 septembre dernier, la "coordination" des centres Télécom de la région parisienne déclarait: "Le mouvement de grève démarré le mercredi 23 septembre ne s'est pas étendu suffisamment pour que les centres qui ont commencé la semaine dernière puissent continuer la grève." ("Texte de la coordination", paru dans Rouge n° 1274).

Le mouvement engagé par les ouvriers des Telecoms contre le projet du gouvernement de privatiser leur secteur — c'est-à-dire de les livrer à une politique de rentabilisation à outrance signifiant clairement pour eux: licenciements, attaques sur les salaires et les conditions de travail — s'arrêtait faute d'avoir pu imposer un véritable rapport de forces, et sans perspectives réelles. Maintenant c'est l'heure du bilan, celle où il est nécessaire de comprendre pourquoi ce mouvement est resté isolé, pourquoi il ne s'est pas étendu à d'autres secteurs, pourquoi il n'a pas été capable de faire réellement reculer le gouvernement malgré les déclarations faussement apaisantes de Longuet relayées par les cris de victoire des syndicats et des gauchistes.

La réponse essentielle se trouve dans le travail de sabotage permanent auquel ont été soumis les ouvriers pendant toute la durée de la lutte autant de la part des fédérations syndicales que de celle des syndicalistes de base notamment au sein de la coordination. Les grandes centrales syndicales, en effet, n'ont cessé d'organiser la défaite et entretenir l'isolement du mouvement en faisant tout pour déboussoler les ouvriers en lutte et pour décourager ceux des autres secteurs, notamment dans la fonction publique, de les rejoindre; et cela en particulier en mettant en scène le spectacle de leur division, chacune dénonçant les autres, chacune appelant à des manifestations ou à des actions différentes.

Les ouvriers connaissent cette tactique des syndicats, ils la subissent depuis des années; aujourd'hui ce sont ceux des Telecoms qui en font les frais. Plus pernicieuse est le travail qu'ont assumé les gauchistes, notamment ceux de la LCR, à la "base" et en particulier à travers la coordination.

Ils ont pu l'assumer d'autant plus facilement qu'ils ont le verbe haut et la phrase radicale, surtout quand il s'agit de parler d'"unité dans la lutte", d'organisation à la base", d'extension quand il s'agit de hurler contre le "sabotage des fédérations".

Ça, ce sont les paroles; dans la réalité, qu'ont-ils fait? Avant tout ils ont participé activement et efficacement

ton gauchiste bon enfant d'un tract d'appel de la CFDT: "Vous aimez les balades? Alors, venez tous à la manif du 15!" ; de quoi vous écoeurer de participer à toute manifestation!

Une autre grande manoeuvre dirigée contre toute la classe ouvrière est effectuée par la mise en avant appuyée de la CGT sur le terrain. Ce rôle de "vedette" de la lutte de classe qui place des militants CGT en position de martyrs héroïques ne correspond pas simplement à une tentative de recréation d'efficacité de la CGT aux yeux des ouvriers après les péripéties successives des affrontements du Mans, du procès des 10 délégués licenciés à Billancourt (alors qu'en arrière plan c'est toute l'usine de Billancourt — 16 000 ouvriers — qui est promise à la fermeture totale prochaine) et surtout des 57 ouvriers liés à la CGT de l'usine de papier de La Chapelle-Darblay licenciés pour fait de grève le 1er octobre par la direction de l'usine et finalement spectaculairement réintégrés après l'intervention du ministre Séguin. Ce sont autant de manoeuvres d'intimidation destinées à décourager les initiatives ouvrières, une mise en garde adressée à tous les ouvriers en cherchant à les persuader mensongèrement que les ouvriers n'ont d'autre perspective que l'action syndicale, sans laquelle ils seraient voués à l'impuissance, ce qu'exprime clairement Krasucki ("Le Monde" du 9/10): "Si la classe ouvrière ne veut pas subir les campagnes et les situations de sous-organisation face à un patronat super-organisé, ce n'est qu'avec une CGT forte et représentative — parce qu'elle est la plus combative — qu'elle pourra le faire." Alors que se prépare le terrain à des sanctions disciplinaires, des brimades, des licenciements pour "fait de grève" à l'adresse des ouvriers combattifs, le corollaire de cet avertissement est de leur dire aussi: "Vous ne pourrez pas vous passer de la CGT, vous ne pourrez pas lutter sans elle."

Mais alors que la bourgeoisie sait qu'elle ne parviendra pas par ces seuls moyens à enrayer l'énorme perte de crédit des syndicats ni surtout à décourager la volonté de se battre, de prendre l'initiative, des ouvriers, elle est de plus en plus amenée à faire appel au syndicalisme de base pour occuper le terrain et agir préventivement face aux risques d'explosions sociales. Depuis la "rentrée" de septembre, on a vu la CFDT quasiment "institutionnaliser" des "assemblées de militants de base en son sein (80 programmes d'ici la fin de l'année!) où il s'agit de renforcer un "syndicalisme de proximité", collant aux préoccupations ouvrières. C'est ainsi que ces derniers mois ont vu surgir des pseudo-coordinations animées par des gauchistes, créées de toutes pièces aux Telecoms pour tenter d'entraîner de façon artificielle et anticipée les ouvriers dans la grève (voir article ci-dessous), ou à la Thomson pour tenter de canaliser la colère ouvrière face aux licenciements dans une fausse "extension" à toutes les usines Thomson, qui ne sert qu'à mieux enfermer les ouvriers dans leur entreprise. De plus en plus, ce syndicalisme de base est placé par toute la bourgeoisie à l'affût de toute expression de la combativité ouvrière, pour la saboter, la dévoyer, l'éteindre dans un cadre syndical ou parasyndical et de toutes façons corporatiste, dirigé contre la volonté d'extension et d'unification des luttes. C'est là-dessus que la bourgeoisie est contrainte de miser de plus en plus parce que la pression ouvrière l'y oblige, que celle-ci est manifeste aujourd'hui.

(SUITE P.4)

CALE, DES OUVRIERS

celui-là apporte son "soutien" et sa "solidarité" au mouvement. Très rapidement, par leurs manoeuvres, ils dévoient tous deux la grève des mineurs en "une affaire des ouvriers marocains", en une "question de retour au pays" et, peu à peu, les autres mineurs, se sentant de moins en moins concernés, se détachent de la lutte et reprennent le travail. Plus la grève s'affaiblit, s'effiloche et s'isole des autres mineurs et du reste de la classe ouvrière, plus la CGT parvient à la réduire à une lutte spécifique des "travailleurs immigrés".

Elle multiplie sans retenue les opérations pour donner à la lutte une coloration plus nationaliste; pour parachever son travail de division, elle organise un "méchoui de solidarité" pour les "valeureux mineurs marocains"; elle leur envoie l'ancien délégué cégétiste Akka Ghazi, figure de proue "médiatisée" de la grève de Citroën-Aulnay de mai 84, aujourd'hui honorable représentant du parlement marocain...

De plus, la CGT, tout au long de cette grève, a martelé: Nous sommes assez forts pour faire reculer la Direction; c'est à dire exactement le contraire de ce qui pourrait amener cette grève à déboucher: nous ne sommes pas assez forts isolés, c'est toute la classe ouvrière unie qui peut gagner. La CGT, en gros caractères dans la presse, a "appelé à la riposte", mais on lit quelques lignes plus bas qu'il s'agit d'une riposte... "pour l'ouverture de nouvelles négociations!" ("Voix du Nord" des 11 et 12 10); et elle appelle cela une riposte de "haut niveau"! Comme la manifestation qu'elle a organisée le 12 10 à Douai où étaient présents 400 Marocains. C'est-à-dire qu'elle s'est bien gardée d'appeler les autres travailleurs à se joindre à cette manifestation. Et qu'elle a bien joué son rôle de sabotage habituel en encadrant le plus possible les travailleurs marocains avec son appareil de permanents encravés et ses tentes installées aux portes des puits de mine.

...AVEC LE SOUTIEN ACTIF DES AUTRES FRACTIONS DE LA BOURGEOISIE

Ne parlons pas de la CFDT, qui est explicitement contre la grève, ni de la CFDT qui, elle aussi, ne fait que demander... des négociations.

On voit le PC qui apporte son "soutien incondicional" aux revendications des mineurs, mais pour préciser que ces revendications sont: "l'arrêt de toutes menaces de sanction, le respect du statut de mineur, la garantie du déroulement de carrière, pour le personnel, l'effectif, revalorisation du métier" ("Liberté" du 7-10-87), c'est-à-dire tout ce qui n'a rien à voir avec la grève, pour mieux noyer le poisson.

Le PS, lui, propose "que la Direction des Houillères assouplisse les modalités permettant aux mineurs marocains le retour au pays" ("Voix du Nord" du 10 10); sans commentaire!

Quant aux gauchistes de Lutte Ouvrière, après avoir indiqué que "c'est toute la classe ouvrière qui est concernée", ils ajoutent: "Cette lutte d'ensemble, ce serait normalement aux centrales syndicales de l'organiser si elles jouaient véritablement leur rôle." (Tract du 12 10.) Mais on a vu comment les syndicats "organisaient" la lutte! Et quel est précisément leur rôle? Si ce n'est celui des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Et ne pas voir cela, ou laisser croire que les syndicats pourraient être autre chose que cela, c'est fondamentalement participer au même sinistre rôle de sabotage des luttes.

à l'enfermement du mouvement dans le corporatisme et même dans la catégorie, poussant à ce que les ouvriers se battent contre le "projet Longuet" en soi, contre la "privatisation des Telecoms", en d'autres termes faisant de leur lutte une lutte spécifique avec des objectifs spécifiques. C'était en effet un excellent moyen d'exclusion de la lutte toutes les autres catégories, tous les autres secteurs, alors qu'aujourd'hui l'attaque qui est portée par le gouvernement contre eux n'est qu'une partie de l'attaque plus large qu'il porte contre tout le secteur public, alors que ce sont les mêmes licenciements, les mêmes baisses de salaires, les mêmes augmentations de cadences qui leur sont promis à eux comme aux autres ouvriers. Ils parlent d'unité et ils excluent tout ce qui unifie, ils parlent d'extension et ils agissent dans le sens de dissuader les ouvriers des autres secteurs (même au sein des PTT) de rejoindre le combat.

Ce nécessaire élargissement de la lutte aux autres secteurs était la seule perspective viable pour les ouvriers des Telecoms comme pour toute lutte ouvrière aujourd'hui.

De même, la seule façon d'exprimer sa solidarité de classe aujourd'hui consiste à entrer en lutte aux côtés de ceux qui le sont déjà; mais ce n'est sûrement pas ce qu'a préconisé la coordination en appelant "les centres n'ayant pas été en grève à participer à la solidarité financière pour les centres grévistes", et encore moins ce qu'ont osé proposer certains militants de base, membres de la CNT, pour soutenir la lutte: la grève... de la distribution des imprimés. C'est vraiment se foutre de la gueule du monde!

Enfin quand il est évident pour tous que les centrales syndicales font tout pour saboter la lutte, qu'elles la dénoncent même, les gauchistes sont là, "à la base", dans la coordination pour pousser les ouvriers non à les combattre ouvertement mais au contraire à "obliger les fédérations à faire leur boulot".

N'est-ce pas chercher à ramener les ouvriers dans le carcan syndical dont ils essaient de se dégager de plus en plus? N'est-ce pas chercher à les livrer au bourreau?

Aux Telecoms, comme à Thomson, comme à la SNCF au début de cette année, la classe ouvrière a fait l'expérience du travail pernicieux mais efficace du syndicalisme de base contre ses luttes.

Pour ses luttes futures et leur développement il faut qu'elle en tire profit, et vite!

LE CAPITALISME DECADENT N'A QU'UNE SEULE REPONSE A SA CRISE : LA GUERRE MONDIALE

Les convulsions du capitalisme s'intensifient : effondrement boursier, perspective d'une récession mondiale encore plus profonde que les précédentes, menace d'une relance de l'inflation dans tous les pays... Partout, le capitalisme en crise est contraint de fermer de plus en plus d'usines, de détruire toujours plus sa production faute de pouvoir l'écouler sur le marché mondial. Dans tous les pays industrialisés, des masses croissantes d'ouvriers sont jetés sur le pavé, tandis que, dans les pays sous-développés, les famines continuent à dévaster des populations entières. Face à la brusque accélération de la crise, marquée aujourd'hui par la menace d'un effondrement monétaire international qui s'annonce bien plus profond et plus décisif que celui de 1929, même la bourgeoisie est maintenant contrainte de se rendre à l'évidence, de reconnaître qu'une telle situation ne peut aller qu'en empirant. Finis les beaux discours des années 70 sur une quelconque possibilité de "sortir du tunnel". Il est désormais de plus en plus clair que LA CRISE DU CAPITALISME N'A PAS D'ISSUE.

Par ailleurs, l'escalade sans précédent depuis la guerre du Viêt-nam des tensions guerrières, au Tchad et surtout dans le Golfe Persique, avec l'implication directe et massive des grandes puissances occidentales prêtes à intervenir à tout moment, de même que l'augmentation pharamineuse des budgets militaires dans tous les pays, nous présentent le tableau terrifiant d'un système qui a le doigt en permanence sur la gâchette.

Devant la gravité d'une telle situation, tant sur le plan économique que sur celui des tensions guerrières, la classe ouvrière a toutes les raisons de s'inquiéter sur l'avenir que nous réserve le capitalisme. A cette question qui se pose de plus en plus crûment à toute la société : vers où allons-nous ? la classe ouvrière est la seule force capable d'apporter une réponse positive.

■ L'aggravation simultanée de la crise économique, d'une part, et des tensions impérialistes, d'autre part, n'est pas une simple coïncidence. Il existe en effet un lien direct de cause à effet entre ces deux réalités : plus la crise s'accroît, plus elle aiguise les tensions guerrières, plus elle fait peser sur l'humanité la menace d'une troisième guerre mondiale.

LA GUERRE MONDIALE : SEULE REPONSE DU CAPITALISME A L'IMPASSE ECONOMIQUE

Toute l'histoire du 20ème siècle est là pour confirmer que la guerre mondiale est la seule réponse que la bourgeoisie puisse apporter à la crise de son système.

Ce fut le cas en 1914, où le déclenchement des hostilités entre les principales puissances européennes résultait de l'entrée du capitalisme dans une crise PERMANENTE de surproduction qui, pour la première fois, venait frapper les grandes métropoles capitalistes.

Ce fut le cas en 1939, où, malgré toutes les "recettes" que la bourgeoisie a pu utiliser pendant dix années après le krach boursier de 1929 (notamment à travers les commandes de l'Etat avec le développement de l'industrie d'armement, comme en Allemagne et les politiques de "grands travaux" comme aux USA), la bourgeoisie n'a pu venir à bout d'une crise de surproduction issue de la contraction du marché mondial comme l'exprimait dans toute sa clarté le cri de guerre de Hitler en 39 : "Ce pays doit exporter ou périr!"

Aujourd'hui, c'est dans la même situation que se trouve plongée la société capitaliste. Depuis 20 ans, avec le resurgissement de la crise aiguë du capitalisme à la fin des années 60, la guerre mondiale est de nouveau à l'ordre du jour pour la bourgeoisie.

Le fait que, malgré son caractère beaucoup plus profond que celle des années 30, nous n'ayons pas encore assisté à un effondrement brutal comme en 1929 ne signifie nullement que la bourgeoisie aurait réussi à surmonter les crises.

Aujourd'hui, les craquements qui ébranlent toutes les places boursières du monde sont là pour le confirmer.

Ce que la bourgeoisie a été capable de faire ces vingt dernières années, c'est uniquement ralentir le rythme de la crise, mieux en maîtriser les effets, et non de renverser la vapeur. Le fait, notamment, que l'Etat ait pris beaucoup plus en charge l'économie que par le passé et que la bourgeoisie se soit dotée à l'échelle mondiale d'organismes comme le FMI, l'OCDE, le Comecon, le GATT, lui permettant de tenter de "rationaliser" la production a permis au capitalisme de ralentir le rythme de son enfoncement dans la crise alors que cette dernière est d'ores et déjà beaucoup plus profonde et étendue que dans les années 30. La brusque accélération de la crise, avec la menace d'un krach fi-

nancier, révèle non seulement que toutes les recettes qui, depuis la fin des années 60, ont permis de ralentir l'enfoncement du capitalisme dans la crise se sont avérées impuissantes à résoudre les contradictions du système, mais elles n'ont fait que rendre ces contradictions encore plus explosives.

Avec la violence des convulsions du capitalisme telle que nous les connaissons aujourd'hui, il s'impose de façon de plus en plus évidente que la seule perspective que ce système puisse offrir à l'humanité est celle d'une troisième guerre mondiale, comme en témoigne l'intensification de l'offensive du bloc occidental au Moyen-Orient, offensive qui fait monter d'un cran les tensions entre les deux bloc impérialistes rivaux, ceux de l'URSS et des USA (cf. art.p.5).

LE CAPITALISME DECADENT NE PEUT MENER QU'A LA DESTRUCTION DE L'HUMANITE

Depuis son origine, le capitalisme a connu des crises de surproduction. En particulier, le 19ème siècle voyait revenir de façon régulière des crises marquées par l'effondrement brusque d'une production qui, momentanément, ne trouvait pas de débouchés. Mais il existe une différence fondamentale entre les crises du siècle dernier et les convulsions que nous vivons aujourd'hui. Alors que les crises du 19ème siècle constituaient, en quelque sorte, les battements de coeur d'un système en pleine santé, celles du 20ème siècle ne sont autre chose que les râles de l'agonie de ce système. Les crises du 19ème siècle étaient surmontées de façon relativement "pacifique" et débouchaient sur une nouvelle phase d'expansion vigoureuse de la production capitaliste. Celles du 20ème siècle ne connaissent d'autre aboutissement que le déchaînement des affrontements militaires entre les grandes puissances industrielles.

Au 19ème siècle, le capitalisme pouvait résoudre ses crises par la conquête de nouveaux marchés, ce qui était permis en particulier par la colonisation des zones pré-capitalistes, c'est-à-dire de régions du monde où le mode de production capitaliste ne s'était pas encore établi. En fait, depuis son origine, c'est ainsi que le capitalisme a pu se développer : en écoulant une part de ses marchandises dans des sociétés pré-capitalistes et, ce faisant, en détruisant l'économie de ces sociétés. Chacune des grandes nations capitalistes pouvait ainsi se développer en s'appropriant une part des marchés pré-capitalistes existant dans le monde. Tant que ces marchés existaient en quantité suffisante, le capitalisme pouvait résoudre ses crises et continuer à se développer. Mais à partir du moment où toutes les régions pré-capitalistes ont été conquises - moment marqué par le face à face entre l'impérialisme français et anglais au Soudan, en 1898 - dès lors qu'elles ont été partagées entre les grandes puissances industrielles (GB, France, Hollande), la conquête de nouveaux marchés devait nécessairement passer, pour chaque nation capitaliste, par l'appropriation des marchés des autres nations, c'est-à-dire par un affrontement direct entre puissances capitalistes rivales.

C'est cette situation qui s'instaure à la veille de la première guerre mondiale et qui marque l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, de crise permanente qui, lorsqu'elle s'exprime de façon ouverte, ne pourra aboutir qu'à une conflagration généralisée entre les grandes puissances.

Depuis, le système n'a pu se survivre qu'en s'enlisant dans le cycle infernal de crise aiguë - guerre mondiale - reconstruction - nouvelle crise aiguë..., chaque nouvelle crise se révélant plus profonde que la précédente, chaque nouvelle guerre plus meurtrière.

Cependant, ce cycle ne peut se poursuivre indéfiniment. Si, au lendemain de la première et de la deuxième guerre mondiale, la production a pu repartir, la société capitaliste survivre, en grande partie en reconstituant le potentiel économique détruit par la guerre, la situation est bien différente aujourd'hui. La production gigantesque d'engins de guerre les plus sophistiqués, représentant une puissance de feu totale de 7800 mégatonnes (c'est-à-dire près de 400 000 fois la bombe de Hiroshima) et dont le formidable déploiement militaire actuel dans le golfe persique ne représente encore qu'une toute petite partie, nous donne un aperçu terrifiant des ravages que feraient une nouvelle guerre généralisée. Il est clair qu'aujourd'hui il n'existe aucune possibilité pour le capitalisme de reconstruire sur les décombres d'un troisième holocauste mondial, car ce dernier entraînerait de façon inexorable la destruction de la planète tout entière.

Ainsi, c'est parce que le capitalisme décadent est in-

et leurs actions, mais ils ne doivent pas pour autant rester dans l'inaction ! Ils n'ont pas d'autre choix que de partir en lutte.

C'est en actes que les ouvriers doivent et peuvent concrètement et sans attendre mettre en oeuvre leur volonté d'engagement du combat le plus massif et unitaire possible, qui s'exprime déjà dans la situation présente, et qu'ils seront capables de déjouer les manoeuvres tendues par la bourgeoisie, et en premier lieu par les syndicats et le syndicalisme de base. Ils doivent tirer dès aujourd'hui dans la pratique les leçons véritables de la grève des cheminots de l'hiver dernier : prendre l'initiative de la lutte au lieu de s'en remettre aux actions syndicales, prendre en main l'extension et l'unification réelle de cette lutte au lieu de se faire piéger dans des fausses coordinations tissées par les gauchistes et les syndicalistes de base.

Même en dehors des moments de luttes ouvertes, le besoin ressenti par de nombreux ouvriers de se regrouper,

capable de résoudre ses crises - comme le révèle de nouveau au grand jour la gravité de la situation économique présente qu'il est impuissant à empêcher le déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

Et tous les chants de sirène de la bourgeoisie sur la prétendue "force de dissuasion", toutes les conférences au sommet et autres marchandages sur le prétendu "désarmement nucléaire" sont avant tout un rideau de fumée, une pure propagande destinée à masquer l'horreur d'un monde à l'agonie, un monde qui n'a désormais d'autre échappatoire que celle d'une fuite en avant de plus en plus vertigineuse vers la barbarie généralisée et sa propre destruction. Tel est le seul "avenir" que le capitalisme puisse offrir à l'humanité.

L'AVENIR DE L'HUMANITE EST ENTRE LES MAINS DU PROLETARIAT.

Cependant, cette perspective effrayante n'est pas la seule que puisse engendrer la crise du capitalisme. Il existe aujourd'hui une autre alternative à la barbarie généralisée que nous promet à coup sûr ce système, une alternative radicalement opposée dans la mesure où elle émane de la classe directement antagonique de la bourgeoisie. Cette alternative, c'est le renversement par la classe ouvrière de ce système décadent et l'instauration d'une société sans crise, sans guerre, et sans exploitation.

Mais avant que la classe ouvrière ne soit en mesure de réaliser une telle transformation de la société, elle est d'ores et déjà capable d'empêcher le capitalisme d'aller jusqu'au bout de sa logique barbare et guerrière.

En effet, l'engagement du système dans une troisième guerre mondiale est impossible sans la soumission totale du prolétariat aux idéaux bourgeois, sans son enrôlement massif derrière les drapeaux de ses propres exploités. Or, ce que démontre la reprise des luttes ouvrières qui se sont développées à l'échelle internationale depuis la fin des années 60, c'est le refus du prolétariat de se soumettre à la logique de la crise, son refus de sacrifier ses propres intérêts de classe sur l'autel des exigences du capitalisme. Une classe ouvrière, qui n'est pas prête à se serrer la ceinture au nom de l'intérêt national est encore moins disposée à accepter les terribles sacrifices - y compris celui de sa propre vie - qu'impose la guerre impérialiste généralisée. Ainsi, si jusqu'à présent la crise économique n'a pu déboucher sur une troisième guerre mondiale, c'est UNIQUEMENT parce que la bourgeoisie s'est heurtée à la résistance d'un prolétariat déterminé à lutter sur son propre terrain de classe, déterminé à se battre bec et ongles contre la dégradation inexorable de toutes ses conditions d'existence.

Le développement des luttes actuelles de la classe ouvrière contre toutes les attaques économiques de la bourgeoisie (licenciements, baisses des salaires, réduction drastique de prestations sociales...) n'a donc pas seulement une signification de lutte de résistance à la misère capitaliste. Il est également le seul obstacle à la barbarie généralisée.

Aujourd'hui, avec l'accélération brutale de la crise et des tensions guerrières qu'elle provoque, la classe ouvrière - notamment dans les pays centraux du capitalisme, ceux d'Europe occidentale - doit de plus en plus prendre conscience de toutes les dimensions de son combat présent. Elle doit prendre conscience de toutes ses responsabilités tant pour continuer à empêcher la bourgeoisie d'entraîner dans sa logique suicidaire toute l'espèce humaine, que pour préparer, en développant et unifiant ses luttes, le renversement de ce système. PLUS QUE JAMAIS LE SEUL ESPOIR DE L'HUMANITE EST ENTRE LES MAINS DU PROLETARIAT.

Avril.

Une nouvelle époque est née. Epoque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Epoque de la révolution communiste du prolétariat (...). Le résultat final des procédés capitalistes de production est le chaos, et ce chaos ne peut être vaincu que par la grande classe productrice, la classe ouvrière. Celle qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les Etats, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle.

Plate-forme de l'Internationale communiste
(Premier Congrès de l'I.C., Mars 1919)

IL FAUT RIPOSTER. . .

(SUITE DE LA P.3)

COMMENT RIPOSTER ?

Pour les ouvriers, la question est clairement posée : comment riposter aux attaques de plus en plus massives de la bourgeoisie ? La première nécessité, c'est de rentrer en lutte, de se battre. Face aux multiples tentatives de la bourgeoisie visant à les décourager, à les démobiliser pour les empêcher de repartir au combat, qui vont des manifestations-balades sans but et des journées d'action sans perspectives jusqu'aux parades écoeurantes de la CGT (comme si celle-ci était maîtresse du terrain de la lutte), les ouvriers doivent dépasser dès aujourd'hui ce niveau de simple dégoût de l'action syndicale dans lequel toute la bourgeoisie cherche à les maintenir pour les immobiliser le plus possible. Les ouvriers ont bien raison de développer leur hostilité envers les syndicats

de discuter, de tirer les leçons des luttes passées et de doit s'exprimer, notamment à travers la formation de comités de lutte. C'est cette expérience qui ressurgit aujourd'hui à un niveau supérieur et plus élaboré qu'en février dernier (cf. RI n°154), comme le montre l'un d'eux qui s'est constitué de façon très significative à un niveau d'emblée intercatégoriel (voir article p.8). Dans la mise en oeuvre de cette volonté de regroupement et d'affirmation d'une dynamique d'extension de la lutte dans laquelle germe la lutte ouvrière massive, les ouvriers n'ont aucune illusion à se faire : au fur et à mesure qu'ils affirmeront leurs besoins réels pour mener la lutte, ils se verront de plus en plus confrontés en permanence aux entreprises d'encadrement et de dévoiement du syndicalisme de base, comme à l'ensemble des manoeuvres et des obstacles de la bourgeoisie, mais ils doivent prendre conscience qu'ils ont les moyens et toutes les armes nécessaires pour les déjouer.

24.10.87 Y.D.

L'ESCALADE GUERRIERE

(SUITE DE LA P.1)

mesures seront plus fortes". Et si, comme à chaque fois après l'alerte, on fait donner l'apaisement, il ne faut pas s'y tromper : dans le même temps, le Sénat vient de voter, démocrates et républicains, pour la guerre, en donnant les pleins pouvoirs à Reagan pour deux mois. Quant aux autres puissances occidentales, elles appuient avec plus ou moins de réserve, la France jouant comme d'habitude le rôle de pion le plus avancé de la stratégie de l'Ouest, avec le soutien déclaré de Mitterrand : "Dès lors qu'il y a agression, il est parfaitement normal d'user des moyens de défense, toute agression contre des bâtiments français serait évidemment suivie d'une riposte légitime et militaire." Les déclarations pacifistes d'hier, du PC, des gauchistes ou des "écologistes", ne font guère tapage quand la guerre est vraiment là, et les partis, de gauche comme de droite, reconnaissent "la nécessité d'intervention".

Cette réponse "mesurée" dont Reagan compare la "mesure" à celle du bombardement des villes libyennes par les USA en 86 faisant "raisonnablement" 1700 morts-en fait un pas de plus dans l'engrenage guerrier qui a motivé le déploiement de plus de 250 bâtiments de guerre en provenance de la quasi-totalité des pays occidentaux, équipés des avions de guerre les plus sophistiqués, avec à leurs bords quelque 35 000 hommes. Cette armada n'est pas une simple force de "dissuasion" mais bel et bien, comme le montre l'évolution des événements, une force d'intervention.

La riposte iranienne contre la plate-forme koweïtienne n'est pas le dernier épisode de l'escalade guerrière. C'est vers l'engagement de plus en plus direct et massif non seulement des pays de la région mais aussi de toutes les puissances occidentales, poussées par la logique de leurs intérêts impérialistes, que nous nous dirigeons.

Si cette escalade se fait "à pas feutrés" pour le moment, avec des précautions tactiques dont nous ne connaissons jamais toutes les finesses, ce n'est pas parce que l'Iran serait d'une telle force pour tenir tête à la puissance militaire démultipliée de l'Occident.

D'une part, il s'agit pour le bloc occidental non de raser l'Iran, mais de s'en resservir, de remonter le bastion militaire perdu; d'autre part, bien que l'Iran ne soit jamais passé dans le camp russe, il ne faut pas oublier qu'il a 4000 kms de frontières communes avec l'URSS, qui ne pourrait tolérer qu'on fasse n'importe quoi sur ses frontières. Les risques d'emballement sont trop grands, mais, en même temps, le bloc occidental ne peut reculer : il est contraint de pousser plus loin son intervention, "mesurée" mais de plus en plus forte.

D'autre part, le bloc occidental doit tenir compte de la classe ouvrière mondiale : pour pouvoir poursuivre ses visées guerrières, pour renforcer encore le poids hypertrophié des dépenses militaires dans une situation de crise économique majeure, il faut en faire accepter les conséquences à la classe qui produit, à la classe qu'il est amené à utiliser en tant que force de travail, mais aussi plus directement : d'ores et déjà, il ne s'est pas contenté d'envoyer l'armée de métier servir de chair à canon dans la curée générale, mais aussi des appelés.

C'est pour cela que, dans la stratégie militaire, une grande place est donnée dans les plans des états-majors à l'élaboration d'une propagande destinée à habituer les populations à une situation de tension de plus en plus forte : faire accepter l'orientation guerrière.

LA MANIPULATION DES INFORMATIONS POUR JUSTIFIER LA GUERRE

La discrétion qui entoure le plus grand déploiement de combat des puissances occidentales depuis la seconde guerre mondiale est en elle-même significative. Chaque nouvel affrontement donne lieu à quelques brefs commentaires, bien vite suivis de silence. C'est lentement, en douceur qu'on nous habitue à une situation de tension militaire qui s'installe, se développe avec une volonté

de dédramatisation remarquable. La seconde guerre mondiale avait elle aussi été préparée dans cette ambiance d'"optimisme", où les questions allaient être vite réglées, comme le disait Daladier à la sortie des accords de Munich... en 1938! Bien qu'on ne soit pas aujourd'hui à la veille d'une généralisation mondiale des hostilités, il est bon de rappeler que les discours lénifiants de la bourgeoisie préparent toujours la guerre. Plus elle parle de paix, plus la situation devient inquiétante...

D'autre part, depuis des années, on nous soumet à une propagande insidieuse et permanente insistant sur le danger du fanatisme islamique iranien. Toute guerre doit être présentée comme "défensive" vis-à-vis d'un ennemi particulièrement "cruel".

Ce dernier mois, l'insistance s'est plus portée sur l'atrocité des bombardements iraniens sur Bagdad qui ont fait plusieurs centaines de morts, et plus particulièrement sur le dernier, qui a à son actif le massacre de dizaines d'enfants à l'entrée de l'école. Mais la discrétion était grande sur les missiles irakiens qui continuent à détruire les centres industriels iraniens -ici, on parle de "centres industriels" sans mentionner qu'ils ne sont pas déserts, mais peuplés, bien entendu, d'ouvriers... Qui se souvient aujourd'hui que c'est l'Irak, poussé et soutenu à bout de bras par les puissances occidentales, qui a été à l'origine du bombardement des villes, comme d'ailleurs, de la guerre? Dans la guerre, les deux côtés sont toujours aussi sauvages, l'horreur n'est jamais dans un seul camp : tout le reste n'est que justification pour faire accepter l'intervention des troupes de l'Occident au nom d'une prétendue juste cause.

De même, les interventions de la gigantesque armada occidentale déployée dans le Golfe sont toujours présentées comme "défensives" : c'est en état de "légitime défense" que les USA se sont vus "contraints" de détruire trois vedettes iraniennes le 8 octobre. Encore, cette fois-ci, c'est en réponse à l'attaque d'un pétrolier koweïtien battant pavillon américain que les USA ont dû, "pour sauvegarder la liberté de navigation", bien sûr, détruire deux plates-formes iraniennes, réponse "prudente et mesurée", où les USA, très civilisés, avaient "prévenu le personnel iranien vingt minutes avant l'attaque", ce qui ne les a pas empêchés de blesser les civils qui n'avaient pu quitter à temps les plates-formes. C'est pour se défendre, bien sûr, de la terrible menace de l'armée iranienne, que les USA ont fait un véritable feu d'artifice de 1000 obus sur ces deux malheureuses plates-formes qui de façon évidente mettaient en péril l'avenir de l'Occident. (sic !)

La bourgeoisie va essayer, de plus en plus, de trouver des justifications crédibles à ce cours barbare, de faire accepter à la classe ouvrière la militarisation de l'économie, d'inventer des raisons "valables" à une intervention plus massive des forces armées de l'Occident. Il faut savoir qu'elle est prête à les créer si besoin est, pour justifier, par l'horreur d'un acte particulier, l'horreur généralisée. Il faut se rappeler que la bourgeoisie américaine a, de notoriété publique aujourd'hui, "laissé faire" le massacre de Pearl Harbor pour entraîner la population américaine dans la guerre. Il faut s'en rappeler, quand l'horreur survient, à chaud, pour que la conscience domine les réactions premières encouragées par la bourgeoisie : quand une bombe a explosé en plein Paris, dans un magasin "rati", tout a été fait pour faire entrer dans nos têtes que la sauvagerie était le propre des fanatiques iraniens et non le lot commun de toutes les bourgeoisies, surtout celle des pays les plus "civilisés", qui pratiquent les massacres en masse.

Il faut refuser de prendre parti dans une guerre qui n'est pas la nôtre. Au contraire, dans toutes les luttes ouvrières doit être présente la conscience que les sacrifices imposés ne servent qu'à financer la guerre, une guerre qui ne peut que mener l'humanité entière au massacre.

D.N.
Le 24 octobre 87.

LE PIRE EST DEVANT NOUS

(SUITE DE LA P.1)

économiques, comme tend à nous le faire croire la bourgeoisie, mais fondamentalement la faillite d'un système en crise qui, de jour en jour, plonge l'humanité dans une misère plus noire et menace de l'anéantir dans une troisième guerre mondiale.

C'est la même crise de surproduction, avec la rarefaction des marchés solvables et la baisse d'activité des secteurs productifs qui, d'une part, est à la base des fermetures d'usines, des réductions d'effectifs, d'autre part, conduit depuis de nombreuses années les différents Etats dans une politique de fuite en avant pour tenter de retarder, atténuer une récession inéluctable et sans fin possible au sein de ce système.

Depuis 1968, le capitalisme s'est créé artificiellement trois relances, au prix d'un endettement toujours croissant et suivies d'une récession toujours plus profonde. La dernière en date, la mini-relance reaganienne de 83-84, sensible aux USA et dans une moindre mesure dans les autres pays occidentaux, presque exclusivement alimentée aux USA par les commandes d'armements, s'est traduite par un endettement pharamineux faisant de la première puissance économique mondiale, le pays le plus endetté du monde. Depuis lors, la croissance de l'ensemble des principaux pays industrialisés a connu un ralentissement proche aujourd'hui de la stagnation, alors que le reste du monde s'enfonçait toujours plus dans le marasme. Mais le ralentissement de l'économie mondiale ne s'est pas pour autant accompagné d'une baisse de l'endettement. Celui-ci, au contraire n'a cessé de croître, constituant ainsi pour l'économie capitaliste, un risque toujours plus grand de blocage de ses rouages, et de chute accélérée de son activité.

En période de crise de surproduction aiguë, les capitaux trouvent de plus en plus difficilement des secteurs productifs dans lesquels s'investir, et viennent naturellement alimenter la spéculation qui représente pour eux des possibilités de placements à rendements élevés jusqu'au jour où, ... un lundi noir de 1987 fait perdre jusqu'à 23% des valeurs placées à la bourse.

La tendance à la spéculation est d'autant plus forte que l'activité économique tend à se ralentir. En 84, alors que se profilait un certain essoufflement de la reprise, la spéculation s'est portée sur le dollar contribuant à faire grimper celui-ci à des cours plafond. Ensuite, avec la politique délibérée des USA visant à faire baisser le cours de cette monnaie, la spéculation s'est déplacée vers les valeurs boursières dont les cours ont à leur tour atteint des sommets inégalés. Or, tout semblait se passer depuis deux ans comme si le marché financier international pouvait évoluer tout à fait indépendamment du marché reposant sur la vente des marchandises, à un point tel que le volume du premier représentait à la veille du lundi noir, 40 fois le volume du second. Tant qu'existe pour les clients du marché spéculatif la perspective de pouvoir effectuer des placements avec des gains à la clef, un tel marché peut se développer. Dans une telle perspective, la baisse d'un titre vient encore gonfler la cote des autres. Mais que surgisse explicitement le spectre de la récession, qui, à différents niveaux affecte tous les placements, les valeurs refuge disparaissent et ce sont toutes les actions qui baissent. C'est un tel mécanisme qui, de manière immédiate, a causé l'effondrement boursier du 19 octobre avec la révélation des mauvais indices de l'économie américaine.

La bourgeoisie a raison de dire que ce krach a constitué une purge de son économie. Mais elle ment par omission en ne révélant pas que cette purge est très loin d'avoir ramené un équilibre. Ce qui menace directement la bourgeoisie, ce sont d'autres effondrements bien plus brutaux encore, risquant d'affecter également les secteurs bancaire et monétaire, et pouvant conduire à une paralysie des échanges.

Si la bourgeoisie a raison de dire que la situation n'est pas la même qu'en 1929, c'est sur un point essentiellement qu'elle se garde bien d'expliquer : le niveau de délabrement de son économie est bien plus avancé aujourd'hui, et le krach intervient après 20 ans de crise, alors qu'en 1929 il ouvrait la crise.

A présent, non seulement la bourgeoisie va devoir compter avec les effets de la récession qui déjà s'amorce, mais de plus, avec le coup d'accélérateur à la récession que constitue le krach :

- en un jour, ce sont plusieurs centaines de milliards de dollars qui sont partis en fumée et qui vont provoquer dans les semaines et mois à venir des difficultés financières pour de nombreuses entreprises, celles qui avaient investi en bourse -ces difficultés pouvant aller jusqu'au dépôt de bilan pour certaines d'entre elles- ;
- pour tenter de désarmer une réaction en chaîne, c'est de manière énergique que la bourgeoisie aux USA va devoir s'attaquer à réduire les dépenses de l'Etat, accélérant ainsi la récession dans ce pays et, inévitablement, dans tous les autres puisqu'à lui seul il représente 40% du marché mondial.

Pour l'ensemble de la classe ouvrière mondiale, y compris aux USA, les perspectives s'expriment en terme d'une extension et d'une aggravation de la paupérisation. Dans de nombreux cas, elles vont conduire à une misère atroce, la maladie, l'indigence... car pour les ouvriers, les faillites d'entreprises sont synonyme de licenciements massifs ; les réductions des budgets des Etats qui n'affectent évidemment pas les budgets militaires, sont synonymes de coupes drastiques dans les budgets sociaux (sécurité sociale, indemnisation du chômage,...) et de la Fonction publique (salaires des fonctionnaires). De plus, l'inflation qui va se développer -pour la première fois depuis la dernière guerre en même temps que la récession- va éroder les restes du pouvoir d'achat.

Face aux USA, qui fixent les "règles du jeu", l'Europe et le Japon, et bien pire encore, les pays de la périphérie et du Tiers-monde, en position de faiblesse dans la guerre économique intensifiée, vont subir de plein fouet les retombées de cette nouvelle accélération de la crise. Ainsi se trouvent encore réhaussées les responsabilités du prolétariat européen, le plus concentré et expérimenté, pour ouvrir la voie à des réponses massives et unies.

MPE

DESARMEMENT :

PLUS ILS PARLENT DE PAIX, PLUS ILS PREPARENT LA GUERRE

■ Le monde capitaliste serait-il vraiment aussi irrécupérable, puisque par exemple, le 18 septembre dernier, les deux "grands" ont signé un accord de principe sur le démantèlement complet des armements nucléaires à moyenne portée entassés en Europe de part et d'autre du rideau de fer?

La réalité des faits est suffisamment criante pour démasquer le sinistre mensonge sur le désarmement : alors même que Schultz et Chevvardnadze se font des politesses, l'offensive du bloc US au Moyen-Orient, avec le déploiement d'une gigantesque armada dans le golfe Persique, accélère chaque jour les tensions entre les deux blocs de l'URSS et des USA; la guerre au Tchad redoublée de forces destructrices avec l'implication massive de la France; les crédits nécessaires à la fabrication d'armes - autres que les missiles à moyenne portée, il est vrai- continuent à être votés et distribués à un niveau qui n'a jamais cessé de s'élever depuis des années, que ce soit à l'Est comme à l'Ouest.

De toute évidence, si USA et URSS ont décidé de s'accorder sur les euromissiles, c'est tout simplement que ceux-ci ne leur sont plus utiles, que dorénavant les besoins militaires des deux blocs passent par d'autres moyens déjà certainement en place de part d'autre; d'autres stratégies sont élaborées, d'autres destructions planifiées. Ce qui est nettoyé d'un côté ne fait que révé-

ler l'immensité du monstrueux arsenal gisant sous nos pieds. Les belles paroles des uns et des autres ne suffisent pas à couvrir ni l'escalade militaire dans le golfe Persique, ni le bruit des armes qui jour après jour ont déjà fait un million de morts en Iran et en Irak. Ces paroles ne suffisent pas à cacher les horreurs perpétrées dans les faits de guerre qui n'ont jamais cessé depuis la Seconde Guerre mondiale.

Plus on avance dans la décadence du capitalisme, plus le seul recours qui reste aux dominants pour maintenir un semblant de bien fondé de la place qu'ils occupent est celui du massacre généralisé. Bien entendu, à chaque fois, on prend bien soin de trouver un beau prétexte à visage humanitaire pour justifier l'injustifiable.

Tous ceux qui aujourd'hui cherchent à nous mystifier en nous rattachant à "quelques lueurs d'espoir"-comme par exemple ce désarmement récent décidé avec tambour et trompette -ceux-là sont les pires crapules. Et parmi eux, le PCF n'est pas en reste. Son slogan triomphaliste "zéro euromissile : une victoire qui en appelle d'autres" participe pleinement des mensonges de tous les partis bourgeois. Il n'y a pas d'illusion à se faire : à chaque fois que la bourgeoisie parle de paix et de désarmement, c'est toujours pour mieux préparer et participer à la guerre.

Baldwin.

R.F.A.

LE PROLETARIAT SE PREPARE A DES LUTTES MASSIVES

■ Au cours de ces huit derniers mois, les premières réactions massives de la classe ouvrière en Allemagne depuis la fin de la vague révolutionnaire des années 20 se sont manifestées en réaction aux annonces de licenciements de masse dans les secteurs de la sidérurgie, des mines et des chantiers navals (1). C'est essentiellement dans la région de la Ruhr—où se trouve la plus grosse concentration ouvrière en Europe occidentale—que se sont développées ces premières luttes de résistance massive de la classe ouvrière face à une première vague d'attaques frontales contre une concentration majeure de la classe ouvrière. Cette première vague d'attaques aussi massives et brutales contre le "géant allemand" marque la réduction significative de la marge de manoeuvre sur le plan économique de la bourgeoisie de RFA, créant ainsi les conditions d'une radicalisation significative de la lutte de classe dans le pays qui est géographiquement, économiquement et politiquement, central en Europe. Jusqu'à cette période, la bourgeoisie, tout en attaquant durement la classe à travers la mise au chômage dans des secteurs non rentables (le taux de chômage s'est fortement accéléré depuis 1982, atteignant aujourd'hui plus de 2 millions d'ouvriers) et la dégradation très forte des conditions de travail, avait réussi à utiliser sa forte compétitivité sur le marché mondial pour éviter des attaques trop importantes et brutales contre le prolétariat risquant de mettre en danger sa relative "stabilité" sociale.

Huit mois après l'accélération de la crise économique mondiale, la bourgeoisie allemande est aujourd'hui contrainte d'attaquer de façon beaucoup plus massive, en profondeur et sur un front beaucoup plus large la classe ouvrière.

Afin de tenter de conserver, avec l'intensification de la guerre économique, une position de leader dans la guerre des marchés qu'elle livre avec ses deux principaux concurrents, les USA et le Japon, la bourgeoisie allemande ne peut :

- qu'accroître la productivité du secteur clé de l'économie, celui des industries modernes d'exportation (chimie, armement, automobile, etc.), ce qui veut dire, pour la classe ouvrière de ce secteur qui représente le plus gros bataillon du prolétariat industriel en Europe occidentale, une intensification de l'exploitation à travers l'augmentation des cadences, une dégradation générale des conditions de travail;
- qu'accélérer et intensifier sa politique de mise au

chômage massif dans les secteurs dits traditionnels. Ces dernières semaines sont tombés les chiffres de 35 000 licenciements dans les usines de la sidérurgie; dans les mines, au lieu des 16 000 licenciements annoncés avant l'été, c'est à ce jour 35 000 licenciements qui sont d'ores et déjà proclamés.

Mais surtout, la bourgeoisie est aujourd'hui contrainte de procéder à une réduction draconienne du déficit budgétaire de l'Etat, en pratiquant des coupes claires dans les budgets sociaux. C'est l'Etat allemand, dans la période présente qui devient le maître d'oeuvre des attaques sans précédent qui commencent à tomber sur l'ensemble de la classe ouvrière, et ne peuvent que s'accroître et s'accroître avec la perspective de récession ouverte qui s'annonce au sein des principaux pays industrialisés (voir article dans ce numéro p.1). Au centre de ces attaques, réduction et suppression de nombreux "acquis" sociaux, qui se traduit en particulier par des attaques brutales contre le secteur qui réunit les plus grosses potentialités pour l'unification des luttes, le secteur public. Le vrai visage de l'Etat exploiteur commence à se révéler en plein jour aux yeux de l'ensemble de la classe ouvrière allemande, comme partout dans les principaux pays industrialisés, créant ainsi les conditions d'une riposte ouvrière plus massive, plus unie et plus consciente contre les forces du capital.

C'est ainsi que depuis l'été, et surtout au cours de ces la réduction et suppression de nombreux "acquis" sociaux la classe ouvrière du secteur public sa politique d'austérité : réduction des postes de travail dans de nombreux secteurs (les Postes, les Transports, la Santé) au nom de la politique des "privatisations" (la classe ouvrière en France connaît déjà ce qu'elle signifie dans la réalité pour elle), augmentation des cadences et des heures de travail supplémentaires, coupes de toutes sortes dans les "acquis" sociaux. Et il tente de faire accepter à l'ensemble de la classe ouvrière une diminution sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale du salaire social :

- à travers une réforme des impôts qui signifie en clair une nouvelle augmentation des impôts sur les salaires;
- la création de nouvelles taxes, comme celle sur le tabac (au nom de la défense de la santé, dira le ministre de la Santé !), sur les comptes d'épargne;
- une augmentation de la contribution à payer par tous les malades sur les médicaments (qui passe de 2 DM à 10 DM) ainsi que sur les lunettes et les prothèses

(le ministre dira que c'est toujours au nom de la défense de la santé !);

- la diminution des réductions d'impôts pour le travail du week-end, de nuit, pour les heures supplémentaires.

Sans compter les fermetures d'écoles et d'hôpitaux qui commencent à se multiplier, notamment dans la région déjà la plus touchée par le chômage, la Ruhr.

La première vague de résistance massive de la classe ouvrière dans la sidérurgie et les mines a été défaits face à la stratégie de division et d'épuisement de ses luttes déployée par la bourgeoisie allemande, avec en tête, ses syndicats. Mais, aujourd'hui, avec l'élargissement des attaques économiques contre l'ensemble de la classe ouvrière, et en particulier au sein du secteur public, c'est une nouvelle vague de résistance bien plus massive et unitaire qui est en train de mûrir au sein du prolétariat. Déjà, de nombreuses réactions de la classe ouvrière au sein du secteur public en sont les premiers signes : manifestation de 25 000 employés particulièrement combattifs des chemins de fer à Bonn contre les suppressions d'emplois, actions diverses dans les Postes, manifestation des employés du secteur public en Basse-Saxe, toujours contre les suppressions de postes. Dans le secteur de la sidérurgie et des mines, non seulement, depuis la première vague de luttes défaits, la combativité et la colère ouvrière s'accroissent mais aussi la tentative de dépasser la situation de dispersion de l'été, avec des manifestations plus centrales dans la Ruhr et l'appel à une marche sur Bonn. Et dans le secteur de l'automobile, la colère ouvrière commence à monter: une manifestation des ouvriers de Volkswagen, à la mi-octobre, contre la politique de "privatisations" a regroupé 60 000 personnes.

Au moment où l'ensemble des bourgeoisies occidentales s'engagent à un niveau sans précédent—en particulier celle d'Allemagne—dans l'intensification des tensions guerrières, la perspective de nouvelles vagues de conflits plus massifs et unitaires en Allemagne—Etat tampon de par sa situation géographique dans la confrontation Est-Ouest—est d'une importance cruciale pour la perspective d'unification du prolétariat mondial autour de ses fractions centrales en Europe.

LEI.

(1) Voir article dans RI 157, juin 1987.

UNE MEME CLASSE, UN MEME COMBAT

■ Les exigences du capitalisme, encore plus du capitalisme en crise, sont partout les mêmes : pressurer au maximum la force de travail des ouvriers pour rentabiliser le capital, c'est-à-dire, obtenir des profits. Des conditions de vie de plus en plus insoutenables, c'est la réalité de la classe ouvrière partout dans le monde. Et partout dans le monde les luttes ouvrières se développent contre l'accroissement de la misère, la dégradation générale des conditions de travail.

Parmi les luttes récentes dont nous avons pu prendre connaissance, trois exemples revêtent une importance particulière, non pas tant à cause du contenu de ces luttes—qui ne se différencient pas fondamentalement des luttes du prolétariat d'Europe occidentale—mais à cause du contexte social dans lequel elles se déroulent :

URSS

Pour pousser les entreprises à être plus rentables, le gouvernement russe réduit les salaires par le biais d'un nouveau système d'attribution des primes (primes à la "qualité de la production"). Exactement comme dans les autres pays du monde, les lois du capitalisme demandent une augmentation de l'exploitation des travailleurs. Du coup, on commence à voir plus souvent des arrêts de travail (pas des "grèves", non, car dans la "patrie du socialisme" la grève est interdite puisque "le pouvoir est aux ouvriers" !). C'est ainsi qu'en septembre et octobre,

des luttes ouvrières ont éclaté en URSS :

- à Tchekhov (70 km au sud de Moscou), les chauffeurs d'autobus ont refusé de sortir du dépôt pendant une matinée, provoquant l'arrivée précipitée des autorités centrales pour régler le problème ;

- dans la grande banlieue de Moscou (Likino), 700 ouvriers d'une usine de construction d'autobus sont également entrés en grève à la mi-octobre contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Ces manifestations de mécontentement—par des arrêts de travail concertés et qui ne peuvent pas se déclarer comme "grèves"—sont certainement plus courants qu'on ne le pense en Russie. Ce qui est plus rare, c'est que la presse bourgeoise en parle. Il faut dire qu'un arrêt de travail dans les transports en commun (ou dans la fabrication des autobus comme ce fut le cas également) est difficilement dissimulable. Et c'est sûrement à cause de cette publicité qu'on rapporte que ces conflits ont été réglés par un blâme au directeur de l'entreprise et que les autorités ont "donné raison" aux ouvriers... sans pour autant modifier le nouveau système de rémunération à l'origine du mécontentement.

Un fait est certain : si l'Etat russe poursuit ses réformes qui impliquent, entre autres, une baisse générale du pouvoir d'achat des travailleurs, leur déplacement d'office sur d'autres postes de travail, etc., il sera de plus en plus difficile à la bourgeoisie—et à toutes ses

fractions stalinienne—de présenter le prolétariat russe comme un prolétariat "à part", de faire croire que la lutte de classe n'existe pas dans les pays de l'Est.

ISRAEL

Le 20 septembre, 150 000 travailleurs de la fonction publique sont entrés massivement en lutte contre l'absence d'accord salarial avec le gouvernement. Les administrations, les dispensaires publics, les hôpitaux... ont été touchés.

LIBAN

Le 22 septembre, à l'appel des syndicats, les travailleurs des banques, des administrations, des magasins, des restaurants, des centres de loisir, se sont mis en grève pour protester contre la vie chère. L'inflation au Liban est estimée à 300% par an.

L'importance de ces manifestations de mécontentement ouvrier réside surtout dans le fait que, au Liban comme en Israël, malgré les conditions déplorables dans laquelle se trouve la classe ouvrière de ces pays en guerre permanente depuis des années, malgré le poids énorme de l'idéologie nationaliste, le prolétariat montre aujourd'hui sa capacité à refuser la logique de la crise en se battant sur son propre terrain de classe.

TR

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème : "CRISE ECONOMIQUE, GUERRE DU GOLFE, KRACH BOURSIER, LE CAPITALISME SIGNE OUVERTEMENT SA FAILLITE"

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 27 novembre à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Permanence le 21 novembre de 14h30 à 16h30 à la MNE 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le 27/11 à 21h à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.

Permanence le 10 novembre à 18h au café "La Briochette" 6, rue de la Barre, 2e. Métro Bellecour.

NANTES :

Réunion publique le 21/11 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).

Permanence le 6/11 à 20h30 à la même adresse. Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 7/11 de 10h30 à 11h 30.

PARIS :

Réunion publique le 14/11 à 17h au 27, avenue de Choisy, métro porte - de - Choisy.

ROUEN :

Permanence le 21/11 à 14h à la Halle-aux-Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 27/11 à 21h, rendez-vous devant l'entrée du Géant Casino, Pont des Demoiselles. Permanences tous les vendredis, sauf celui de la RP, à 18h30 au café "Le Colbert", avenue St-Exupéry.

Vente de la presse les 2e et 4e dimanches du mois de 11h à 12h30, au marché aux légumes (place Jeanne-d'Arc) et le 2e dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :

Réunion publique le 14/11 à 17h à la Faculté des Lettres. Quai de la Loire. Rendez-vous devant la salle des Tanneurs à Tours.

Vente de la presse au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie, tous les 2e samedis du mois de 10h à 11h.

REUNION PUBLIQUE sur le thème "OCTOBRE 17 : LE PREMIER PAS DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE"

GRENOBLE :

Réunion publique le 13 novembre à 18h30, 6, rue Hector - Berlioz.

MARSEILLE :

Réunion publique le 6/11 à 21h au 205, rue Sainte-Cécile, 13005.

Permanence le 25/11 de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar" 4, cours Joseph-Thierry, 13000-

Vente de la presse le 7 novembre de 11h à 12h au marché de la Plaine.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

Nous tenons à remercier tout particulièrement le camarade MC pour sa généreuse souscription.

RI

MC. (Paris) : 3 380,00F ;
G. (Angers) : 50F ; B. (Perpignan) : 50F ; D. (Nantes) 50F ;
M. (Toulouse) : 350F ; P. (Cherbourg) : 40F ;
D. (Rouen) : 230F ; CL. (Toulouse) : 60F ;
D. (Rouen) : 235F ; J. (Toulouse) : 75F ;
RP (Paris) (sept. 87) : 130 F ;
RP (Paris) (oct. 87) : 56 F ;
Permanence (Tours) (26/10) :
Mallersat : 31F ; Egan : 10F ; G. : 10F.
RP (Toulouse) (sept. 87) :
P. : 100 F ; B. : 100 F ; O. : 100 F ; R. : 100 F.

TOTAL : 5 167,00 F
TOTAL GENERAL : 11 834,50 F

LA PLUS IMPORTANTE EXPERIENCE DU PROLETARIAT MONDIAL

Les dix jours qui ébranlèrent le monde, c'était il y a 70 ans. Les médias du monde entier "célébrent" l'anniversaire. Une fois de plus ils vont reparler de la Révolution russe. A leur façon. Celle de l'idéologie dominante, avec ses mensonges et déformations, avec sa rengaine défraîchie : "la révolution communiste ne peut conduire qu'au Goulag ou au suicide".

En défense de la véritable nature de ce qui reste la plus grande expérience révolutionnaire du prolétariat mondial, nous avons publié dans le précédent numéro de RI un article tirant les enseignements fondamentaux de cette expérience révolutionnaire du prolétariat mondial. Par ailleurs, le CCI vient de faire paraître une brochure consacrée à la Révolution russe.

En voici la présentation.

■ *"Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes de métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leur représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il en soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées."*

(Trotsky, Histoire de la Révolution Russe, Préface).

Le terme même de REVOLUTION fait souvent peur. "L'idéologie dominante -disait Marx- est toujours l'idéologie de la classe dominante". Et ce que les classes dominantes, les classes exploiteuses craignent le plus, au fond de leur être, c'est que les masses qu'elles exploitent s'avisent un jour de mettre en question l'ordre des choses existant en faisant une "irruption violente dans le domaine où se règlent leurs propres destinées".

La Révolution russe de 1917 ce fut d'abord et avant tout cela : une grandiose action des masses exploitées pour tenter de détruire l'ordre qui les réduit à l'état de bêtes de somme de la machine économique et de chaire à canon pour les guerres entre puissances capitalistes. Une action où des millions de prolétaires, entraînant derrière eux toutes les autres couches exploitées de la société, sont parvenues à briser leur atomisation, à s'unifier consciemment, à se donner les moyens d'agir collectivement comme une seule force. Une action pour devenir maîtres de leurs propres destinées, pour commencer la construction d'une autre société, une société sans exploitation, sans guerres, sans classes, sans nations, sans misère : une société communiste.

La Révolution russe mourut étouffée, isolée, du fait de la défaite des tentatives révolutionnaires dans le reste de l'Europe, en particulier en Allemagne. La bureaucratie stalinienne en fut l'hypocrite et impitoyable bourreau.

Mais cela ne change rien à la grandeur de l'intrépide "assaut du ciel" que fût la Révolution russe. Octobre 1917 ce ne fût pas une tentative révolutionnaire parmi d'autres. La Révolution russe constitue, et reste jusqu'à présent -et de loin- la plus importante expérience révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale.

Par sa durée, par le nombre de travailleurs qui y ont participé, par le degré de conscience de ceux-ci, par le fait qu'elle représentait le point le plus avancé d'un mouvement international de luttes ouvrières, par l'ampleur et la profondeur des bouleversements qu'elle tenta de mettre en place, la Révolution russe constitue la plus transcendante des expériences révolutionnaires de la classe ouvrière. Et en tant que telle elle est la plus riche source d'enseignements pour les luttes révolutionnaires ouvrières à venir.

Mais pour pouvoir tirer des enseignements d'une expérience historique, il faut au départ savoir de quel type d'expérience il s'agit. La Révolution russe a-t-elle été une révolution ouvrière ? Ou bien a-t-elle été un coup d'Etat, fomenté par un parti bourgeois particulièrement habile dans la manipulation des masses ? Le stalinisme a-t-il été le produit normal, "naturel" de cette révolution ou bien en a-t-il été le bourreau ? Suivant la réponse que l'on donne à ces questions élémentaires, les enseignements que l'on tirera seront évidemment radicalement opposés.

Or la bourgeoisie ne s'est pas contentée d'écraser militairement ou d'étouffer les révolutions prolétaires du passé. Elle en a aussi systématiquement déformé le souvenir en en donnant des versions déformées, dénaturées : de même qu'elle a entièrement adultéré l'histoire de la Commune de Paris de 1871 -cette première grande tentative prolétarienne de destruction de l'Etat bourgeois- en la présentant dans ses manuels d'histoire comme un mouvement nationaliste, patriotique anti-prussien, de même elle a totalement défiguré le souvenir de la Révolution russe.

Les idéologies stalinienne "reconnaissent" une nature prolétarienne (ils préfèrent en général parler de "populaire"), à la révolution d'Octobre. Mais la version totalement défigurée qu'ils en donnent n'a d'autre objectif que de faire oublier l'effroyable répression à laquelle le stalinisme s'est livré contre les ouvriers et les bolchéviks qui en avaient été les protagonistes ; de tenter de justifier ce qui restera comme un des plus grands mensonges de l'histoire : l'assimilation du capitalisme d'Etat, cette forme décadente et militarisée de l'exploitation capitaliste, comme synonyme de "communisme".

Les trotskystes parlent aussi d'"Octobre ouvrier", mais pour eux encore les régimes de type stalinien ont quel-

que chose de prolétarien qu'il s'agit de défendre au nom de la marche vers le "communisme".

Les autres formes de l'idéologie bourgeoise, non stalinienne ou assimilées, dénaturent la Révolution russe de façon non moins répugnante. Certaines se contentent de parler de mouvement nationaliste en vue de moderniser le capitalisme russe qui ne parvenait pas, au début de ce siècle, à se débarrasser de ses oripeaux féodaux : en somme une révolution bourgeoise comme celle de 1789 en France, mais avec plus d'un siècle de retard et aboutissant à une dictature de type fasciste. D'autres parlent de "révolution ouvrière" pour Octobre 1917 et s'accordent avec les stalinien pour considérer l'URSS comme un pays "communiste", mais ce n'est que pour mieux décrire les horreurs du stalinisme en en déduisant : "c'est à cela et seulement à cela que peuvent conduire des mouvements révolutionnaires à notre époque". Et d'entonner le credo de toutes les classes dominantes : "les révoltes des exploités ne peuvent conduire qu'au suicide ou à des régimes encore pires que ceux qu'elles prétendent combattre".

Bref, les idéologues bourgeois ont complété l'oeuvre des massacreurs de la Révolution russe en s'attachant à détruire le souvenir même de ce qui a été la plus grande tentative révolutionnaire prolétarienne jusqu'à présent.

Malheureusement dans le camp révolutionnaire, parmi les courants politiques prolétariens dont la tâche devrait être de tirer les leçons des expériences du passé pour les transformer en armes pour les combats à venir, l'on retrouve aussi des théories aberrantes sur la nature de la Révolution russe -même si évidemment leur objectif politique est différent. Ainsi les "conseillistes", au sein du courant de la Gauche allemande, en sont arrivés à considérer Octobre et les bolchéviks comme bourgeois. Ainsi, au sein de la Gauche italienne, les "bordiguistes" ont développé la théorie de la "double nature" (bourgeoise et prolétarienne) de la Révolution russe.

Ces théories ont été les produits de la défaite de la vague révolutionnaire des années 1920, de la confusion créée dans les esprits par le fait que la Révolution russe ne mourut pas comme la Commune de Paris, rapidement et ouvertement écrasée par la réaction bourgeoise mais dégénéra suivant un processus long, douloureux et complexe, subissant le pouvoir d'une bureaucratie qui se prétendait la continuatrice d'Octobre 1917.

Mais si on peut comprendre l'origine de ces aberrations, elles n'en demeurent pas moins un obstacle majeur pour la réappropriation par la classe révolutionnaire des enseignements de sa principale expérience historique. Et elles doivent être combattues comme telles. Tel est l'objectif de cette brochure qui est composée de deux articles parus dans la Revue Internationale du CCI (N°12 et 13, fin 1977-début 1978) et consacrés l'un à la critique des théories "conseillistes" et l'autre à celle des théories "bordiguistes".

Il faudra longtemps au prolétariat mondial pour parvenir à se débarrasser de toute la boue idéologique avec laquelle la bourgeoisie a recouvert la plus grande expérience révolutionnaire. Probablement, il ne parviendra à se réapproprier toute la richesse des leçons de cette expérience qu'au cours de la lutte révolutionnaire elle-même, lorsqu'il sera confronté aux mêmes questions pratiques.

C'est lorsqu'ils seront confrontés à la nécessité immédiate de s'organiser comme force unifiée, capable d'abattre l'Etat bourgeois et de proposer une nouvelle forme d'organisation sociale que les prolétaires réapprendront le véritable sens du mot russe "soviet". C'est lorsqu'ils se trouveront devant la tâche d'organiser collectivement une insurrection armée qu'ils ressentiront massivement le besoin de posséder les leçons d'Octobre 1917. C'est lorsqu'ils seront confrontés à des questions telles que savoir qui exerce le pouvoir, ou bien quels rapports doit-il y avoir entre le prolétariat en armes et l'institution étatique qui surgira au lendemain des premières insurrections victorieuses, ou bien encore comment réagir face à des divergences entre secteurs importants du prolétariat qu'ils comprendront les véritables erreurs commises par les bolchéviks (en particulier dans la tragédie de Kronstadt).

Malgré son échec, qui fût en réalité celui de la vague révolutionnaire internationale dont elle n'était que le point le plus avancé -échec qui confirmait que la révolution prolétarienne n'a pas plus de patrie que les prolétaires eux-mêmes- la Révolution russe a posé dans la pratique des problèmes pratiques cruciaux auxquels les mouvements révolutionnaires de l'avenir se trouveront inévitablement confrontés. En ce sens, qu'ils en aient conscience aujourd'hui ou non, les prolétaires des luttes de demain devront s'en réapproprier les enseignements.

Mais pour cela ils devront commencer par reconnaître cette expérience comme leur expérience. Pour affirmer la continuité du mouvement révolutionnaire prolétarien ils devront inévitablement réaliser, sur ce terrain aussi, "la négation de la négation", le rejet des théories qui nient le caractère prolétarien de leur plus grande expérience passée.

Quant aux organisations révolutionnaires, pour elles, c'est dès à présent que la reconnaissance d'Octobre est cruciale : leur capacité à féconder les luttes prolétaires immédiates dépend en effet tout d'abord de la compréhension de la dynamique historique qui depuis plus de deux siècles a conduit aux luttes présentes. Or, cette compréhension serait impossible sans une claire reconnaissance de la véritable nature de la Révolution d'Octobre.

C'est à la recherche de cette clarté indispensable que veut contribuer cette brochure.

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que tous les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150 F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F
ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150 F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **R.I., CCP 202 3302 X PARIS**

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110 F ; à 5 : 160 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 : 100 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10 F + 3 F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE : 10 F + 3 F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10 F + 3 F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
10 F + 3 F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20 F + 6 F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30 F + 12 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

SALUT AUX COMITES DE LUTTE !

■ Nous publions ici le tract d'un comité de lutte. Aujourd'hui, pour les révolutionnaires, comprendre ce qui détermine le surgissement de ces comités est la condi-

tion pour intervenir le plus efficacement pour leur renforcement comme facteur actif du développement de la lutte de classe (cf. RI 154, 156, 158).

OUVRIERS DU PRIVE, DU PUBLIC, CHOMEURS NON A LA RESIGNATION ! RASSEMBLONS NOS FORCES !

Après le secteur privé, la sidérurgie, les chantiers navals, les mines, l'automobile... c'est aujourd'hui sur le secteur public que se concentrent les attaques.

Premier employeur du pays, l'Etat montre l'exemple; son offensive anti-ouvrière est un modèle pour tout le patronat :

-commencée avec la gigantesque campagne du gouvernement Barre qui ne voyait parmi les fonctionnaires que des "nantis"!

-poursuivie avec Mauroy-Fabius par la refonte des statuts, les "TUC", les redéploiements, les lois anti-grèves (lois Le Pors), les retenues sur salaire (1%) -peaufinée par Chirac et son arsenal répressif : police briseuse de grèves, chasse à la faute professionnelle, sanctions;

-la prochaine "équipe" se chargera du coup de grâce : les privatisations d'aujourd'hui ouvrant la voie aux licenciements massifs de demain, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

En 81, il fallait "se serrer la ceinture", "protégés" que nous étions par la "force tranquille" afin que le pays retrouve la place qui lui est due sur l'échiquier mondial...

Le nombre croissant de chômeurs, les "fins de droits", le travail au rabais des jeunes et des moins jeunes avec, en prime, la marine de guerre dans le golfe Persique et une armée au Tchad nous montrent mieux de quelle place il s'agissait!

Le résultat de ces politiques, c'est TOUJOURS PLUS DE CHOMAGE ET DE MISERE, MOINS DE BEURRE ET PLUS DE CANONS, parce que de gauche comme de droite, c'est toujours de capitalisme qu'il s'agit!

CELA NOUS LE SAVONS TOUS
ET NOTRE REPOSE C'EST:

LA LUTTE LA PLUS LARGE, LA PLUS UNIE POSSIBLE

La grève SNCF de décembre dernier, s'étendant à tout le secteur hors des consignes syndicales, a montré que la réponse des travailleurs peut aujourd'hui se réhausser au niveau exigé par l'ampleur des attaques. Elle nous montre qu'il est possible de lutter par nous-mêmes, d'étendre très vite la lutte. Mais elle nous montre aussi qu'il faut aujourd'hui aller encore plus loin. Pour gagner notre lutte doit briser les barrières de l'usine, de la corporation, du secteur.

Déjà des groupes d'ouvriers existent, déterminés à réagir.

CETTE COMBATIVITE DE LA CLASSE OUVRIERE EST BIEN PERÇUE PAR L'ETAT LUI-MEME

C'est pour cela que le beau monde des professionnels du syndicalisme se mobilise aujourd'hui, descend dans

la rue pour redorer son blason et occuper tout le terrain de NOTRE LUTTE. Nous y voyons ainsi:

-le 1er octobre, un Krasuski et tous ses vieux poteaux du PCF insistant bien sur le fait d'être les premiers à manifester et à s'être éloignés du gouvernement de gauche...des fois qu'une faute avouée serait à moitié pardonnée!

-le 3 octobre, un Bergeron "agréablement surpris" par le nombre de manifestants entraînés sous sa bannière et -c'est pas le temps qu'il faut- se fendant d'une "Internationale" qui sonne F.O. !

-le 15 octobre, un Edmond Maire, qui confond "ballade" (tract UFFA) et manifestation, qui redécouvre la revendication salariale après tant d'années à se satisfaire de miettes!

Eh bien, non ! Messieurs des syndicats, même si vous cherchez à nous transformer en de discrets promeneurs, notre présence dans les luttes et manifestations est grave et sérieuse ! Il y va de notre emploi, de notre niveau de vie, de l'avenir de nos enfants !

Nous ne sommes pas dupes : ce ne sont pas les syndicats qui empêchent les licenciements!

Hier, soutenant la politique d'austérité, aujourd'hui, vous confondant aux luttes ouvrières pour mieux les saboter, VOUS NE TROMPEZ PERSONNE!

La vaccination syndicale n'empêchera pas la rage!

TRAVAILLEURS, AVEC OU SANS EMPLOI, DU SECTEUR PRIVE OU DU PUBLIC, NOUS SOMMES NOMBREUX A ETRE DEGOUTES DE TOUTES CES MANOEUVRES DE DIVISION ET AUTRES MANIPULATIONS. NOUS SOMMES NOMBREUX A VOULOIR PRENDRE NOS LUTTES EN MAIN. NE RESTONS PAS ISOLEES !

COMME NOUS, REGROUPEZ-VOUS, REUNISSEZ-VOUS, DISCUTEZ.

CONTACTEZ-VOUS ET CONTACTEZ-NOUS. OUVRIERS DU PUBLIC, OUVRIERS DU PRIVE, CHOMEURS, SYNDIQUES OU NON SYNDIQUES : ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE!

Comité de lutte
2 octobre 1987

Ce tract a été fait par un groupe d'ouvriers de la région parisienne : sans emploi, du secteur privé, de l'EDF des PTT, de la RATP, et des hôpitaux.

Pour nous contacter :

Envoyez votre courrier avec la mention "pour le comité de lutte" à la librairie "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux, 92 000 Montrouge.

cette question et sa réponse qui est en train de mûrir au sein de la classe ouvrière.

Les luttes en Belgique au printemps 86 ont montré, par leur dynamique d'extension, la volonté des ouvriers d'aller dans le sens de l'unification de leurs luttes, de se regrouper pour être forts, comme en Italie dans la manifestation d'un million de travailleurs à Rome en mars 84. Cependant, ces luttes ont aussi montré que l'extension s'épuise lorsque les syndicats la repréminent en main. De plus en plus clairement, la nature anti-ouvrière des syndicats se dévoile.

Prendre en main les luttes devient un impératif pour en garder le contrôle. La grève de la SNCF en France en décembre 86 et la grève des travailleurs de

l'Ecole en Italie au printemps dernier ont montré cette volonté et cette compréhension naissante, expression de la méfiance, de l'hostilité croissante des ouvriers vis-à-vis des syndicats. Cependant, si la grève ne s'étend pas les syndicats ne tardent pas à mettre la main sur les embryons d'auto-organisation ouvrière. Dans la dynamique vers l'unification des luttes, le contrôle des ouvriers sur leur lutte au travers des assemblées générales, dans les comités de grève et les coordinations, contre les manoeuvres de sabotage syndical, n'a de sens que dans le combat pour l'extension des luttes par-delà les barrières catégorielles, corporatistes, nationalistes. C'est cette compréhension qui se développe en profondeur dans la classe aujourd'hui. C'est cette maturation que traduit le surgissement des comités de lutte aujourd'hui dans la mesure où ils expriment une tendance à la mobilisation ouvrière en dehors même des grèves immédiates.

Dans de nombreux pays, des comités de lutte surgissent : en Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Suède, en France... ; c'est une tendance générale qui est en train de se concrétiser. Partout, la bourgeoisie réagit en développant ses organes de mystification et de sabotage de la lutte de classe. Le développement actuel du syndicalisme de base et l'activité accrue des groupes gauchistes pour créer de pseudo-comités ou pour stériliser ceux qui apparaissent n'ont qu'un seul but : essayer d'entraver la volonté de la classe de tirer les leçons de ses luttes passées et de s'organiser pour impulser ses luttes futures.

Le comité de lutte dont nous publions ici un tract s'inscrit pleinement dans la dynamique actuelle de la lutte de classe. Continuité du comité EDF et PTT, dont nous avons publié un tract dans RI 154, il ressurgit à une échelle plus large, regroupant des travailleurs de nouveaux secteurs (privé, hôpitaux, RATP...), après la tentative de mainmise du syndicalisme de base (cf RI N°156) dans sa version CNT (syndicat anarchiste) témoigne de la vitalité de ce comité. Il montre la volonté des ouvriers combattifs de réagir, de ne pas céder à la résignation et au désespoir mais de lutter, et, pour cela, de briser l'isolement, de se regrouper par-delà les divisions en corporations et catégories, de s'organiser pour pouvoir intervenir activement dans le processus de gestation des luttes ouvrières afin d'en renforcer la dynamique présente et future.

Dans ce processus, les révolutionnaires doivent intervenir en poussant au développement des comités de lutte, en renforçant leur développement. Ce soutien ne peut en aucun cas s'identifier à une prise de contrôle de ces comités. Au contraire, il doit favoriser la discussion la plus large possible en leur sein, défendre leur dynamique d'ouverture tout en mettant en garde ces comités contre la récupération gauchiste. Telle doit être la tâche prioritaire des révolutionnaires pour permettre à ces comités de se développer, de s'épanouir, d'élargir leur intervention dans la classe. Le développement présent des comités de lutte est le signe annonciateur de la tourmente sociale à venir, de l'écho grandissant des idées révolutionnaires et du milieu politique prolétarien.

Regroupant des ouvriers réunis par une même méfiance des manoeuvres syndicales, décidés à lutter ensemble, à briser l'apathie, ce comité de lutte, dans son tract, lance un appel qui témoigne de sa volonté d'ouverture à tous les membres de la classe ouvrière qui veulent lutter. Cet appel, le CCI le soutient totalement et activement.

"TRAVAILLEURS avec ou sans emploi, du privé ou du public, nous sommes nombreux à être dégoûtés de toutes ces manoeuvres de division et autres manipulations. Nous sommes nombreux à vouloir prendre nos luttes en main. NE RESTONS PAS ISOLEES ! Comme nous, regroupez-vous, réunissez-vous, discutez. Contactez-vous et contactez-nous.

Ouvriers du public, ouvriers du privé, chômeurs, syndiqués et non syndiqués, ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE !"

L'heure est à la lutte car l'heure est grave. Le CCI appelle ses lecteurs à faire leur appel de ce comité de lutte, à participer activement à la dynamique de création de tels comités afin de renforcer le développement de la lutte de classe.

Pour RI,

JJ.

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.